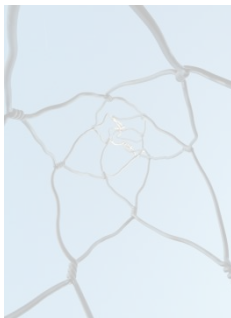
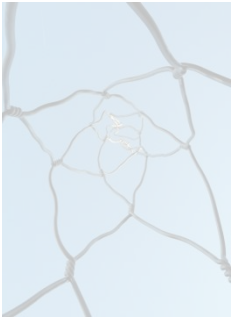


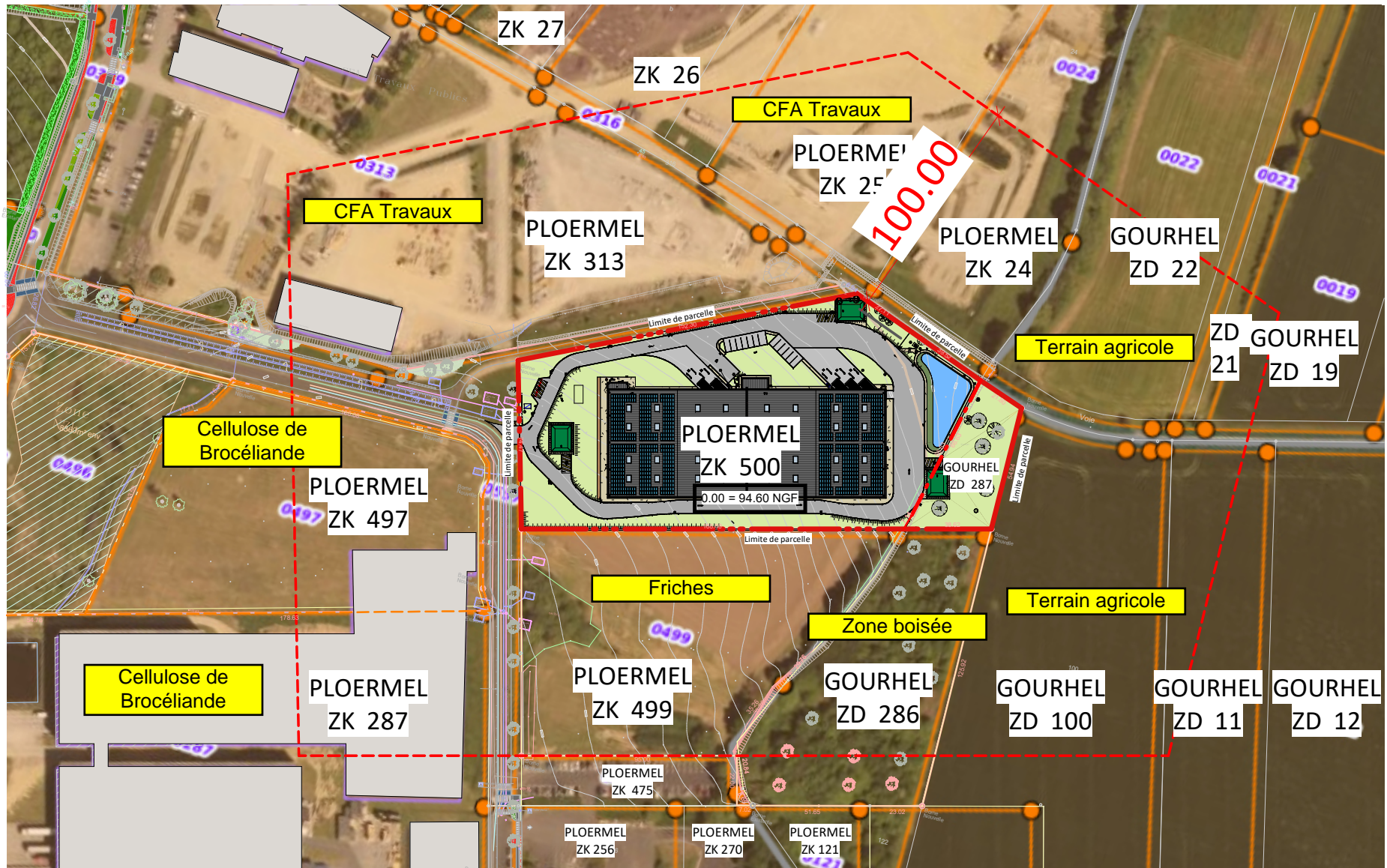
Sommaire Général

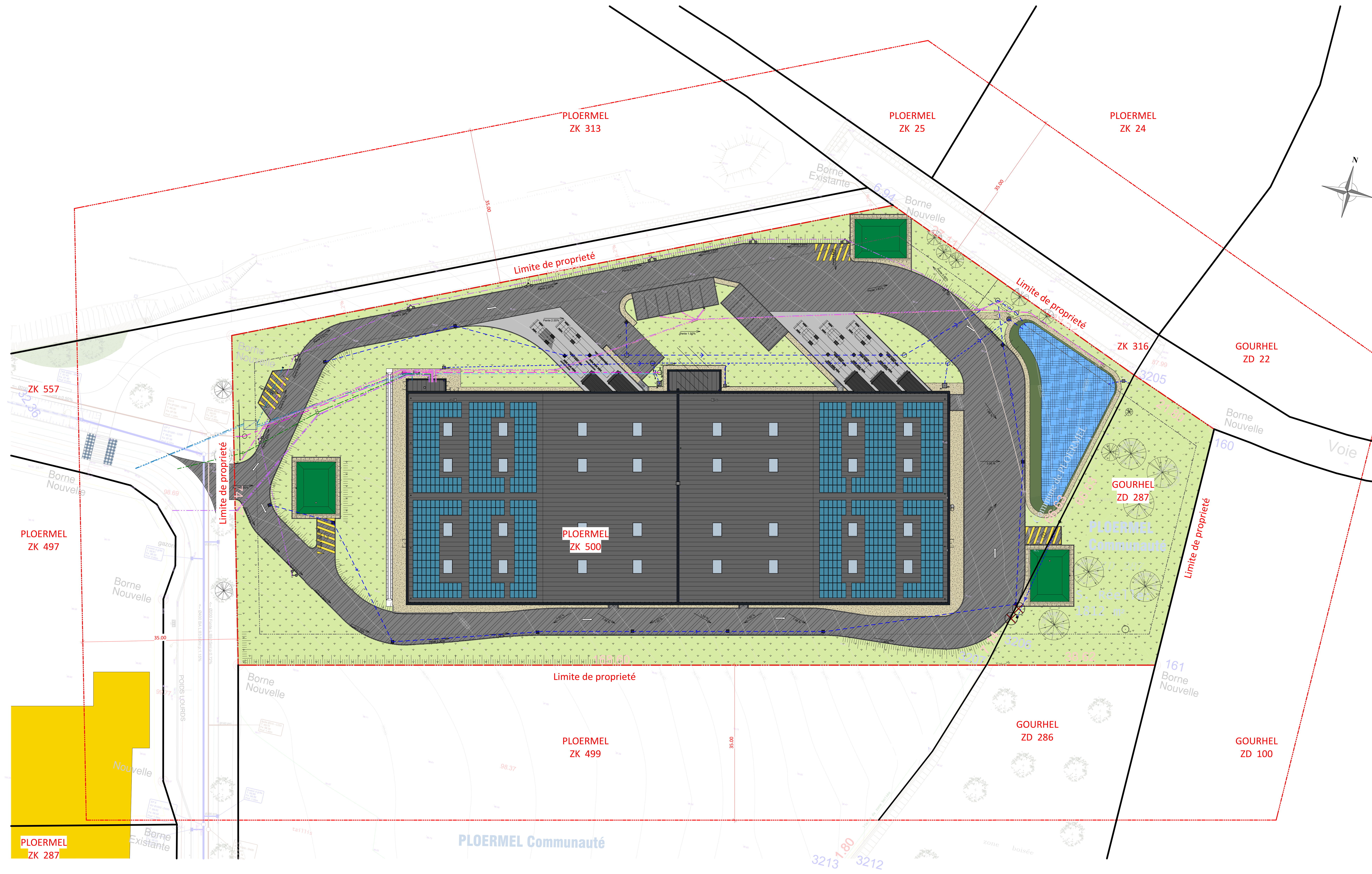
Pièces jointes

- PJ 1 – Plan de situation
- PJ 2 – Plan des 100 m
- PJ 3 – Plan des 35 m
- PJ 4 – Conformité au PLU
- PJ 5 – Capacité techniques et financières
- PJ 5.1 – Liasse fiscale LE RAY 2021
- PJ 5.2 – Cotation banque de France F3+
- PJ 6 – Tableau de conformité à l'arrêté d'enregistrement 1510
- PJ 9 – Proposition de remise en état du site – PLOËRMEL
- PJ 9 – Proposition de remise en état du site – GOURHEL
- PJ 10 – Récépissé de dépôt du PC
- PJ 11 – Demande d'autorisation de défrichement
- PJ 12 – Compatibilité plans et programmes









| Légende Réseaux - Lot VRD | |
|---------------------------|--------------------|
| | Réseaux EP Voirie |
| | Réseaux EP Toiture |
| | Réseaux Ep Drain |
| | Réseaux EU |
| | Réseaux EV |
| | Réseaux HT |
| | Réseaux BT |
| | Réseaux Eclairage |
| | Réseaux TBT |
| | Réseaux Télécom |
| | Réseaux AEP |
| | Réseaux Incendie |

AMBROISE BOUVIER

Plateforme Logistique de 2 cellules

LA LANDE DU MOULIN - LOT B - PLOERMEL

| | | | |
|-----------------------------|-------------------|--|--|
| | | MAITRE D'OUVRAGE : SAS IMODEI ADRESSE : MEGAUDAIS - RN 12 CODE POSTAL : 53500 ST PIERRE DES LANDES TELEPHONE : - FAX : - MAIL : - | |
| | | MAITRISE D'OEUVRE : AREA 15 Rue Alain FOURNIER 35 530 NOYAL SUR VILAINE T: 02 99 83 09 79 F: 02 23 45 06 76 contact@area-team.fr <small>SIRET 515 105 982 0003-AREA 71112</small> | |
| | | AHKA <small>SARL D'ARCHITECTURE</small> 15 rue Alain Fournier 35 530 NOYAL SUR VILAINE 02 99 83 09 49 02 23 45 06 76 keraudren.h@stfr.fr <small>SIRET 515 105 982 0001-AHKA 71112</small> | |
| N° Affaire : 20-078A | | PROJET | |
| ICPE | | ICPE 35 Ech : 1/300 | |
| Date : 07/10/2022 | | | |
| INDICE : ind0 | DATE : 07.10.2022 | MODIFICATIONS : Première diffusion | |
| Dessinateur : CD | | | |

Ces plans sont la propriété des sociétés AREA et AHKA et ne peuvent être reproduits sans leurs accords



DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PJ n°4
CONFORMITE AUX DOCUMENTS
D'URBANISME

LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE

ZI Lande du Moulin,
56800 Ploërmel, France

Affaire 20-048-V1/AG/Avril 2022

Le site sera implanté sur 2 communes.

La partie du site implantée sur la commune de Gourhel concernera une partie boisée. Cette dernière sera conservée et aucune construction n'y sera réalisée.

La commune de Gourhel ne dispose pas à ce jour de PLU, elle dispose cependant d'une Carte Communale opposable approuvée par arrêté préfectoral du 28/09/04.

D'après la carte communale, le site est situé en zone EU. Ci-dessous, le descriptif de ce secteur dans la carte communale de Gourhel :

« Le secteur Ue est un secteur urbain destiné à recevoir des activités artisanales, industrielles ou de services. Ce secteur existe en complémentarité avec le secteur d'activités de Ploërmel à l'Ouest : la zone d'activités du Bois Vert (d'une superficie de 40 hectares). Cette zone représente environ 16 hectares. Surface importante pour la commune de Gourhel, elle s'inscrit dans une démarche communautaire qualitative de création de zones d'activités.

De plus, les terres concernées par la zone d'activités sont de qualité moyenne.

La partie sud de cette zone sera étudiée dans une démarche « qualiparc ». L'amélioration du vallon se fera entre autres par la création de bassins de rétention dans un cadre paysager. La partie nord est une extension logique de l'existant et il est déjà prévu à ce jour l'implantation de plusieurs entreprises.

Le projet de carte communale prévoit la définition d'un secteur à vocation d'activités destiné à l'accueil des nouvelles activités aux abords du bourg mais cependant protégé et isolé par la présence d'une zone naturelle vallonnée et boisée qui permettra son intégration. »

Au regard du paragraphe précédent, le projet LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE est tout à fait conforme à l'affectation des sols.

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ploërmel a été approuvé par délibération du conseil municipal le 28 mars 2013. Dernière modification le 04 juillet 2019.

Le site est implanté au sein de la zone Ue de la commune de Ploërmel. Il s'agit d'une zone destinée à recevoir des activités industrielles, de services, des constructions tertiaires et artisanales. Elle correspond à la Zone Industrielle « Lande du Moulin ».

Le tableau suivant étudie la compatibilité du projet avec le règlement applicable à la zone du projet :

| Article | Conformité | Conformité |
|---|--|------------|
| <p>Introduction : Le secteur Ue est destiné à recevoir des activités industrielles, de services, des constructions tertiaires et artisanales, [...] Rappels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les démolitions sont soumises au permis de démolir sur l'ensemble des secteurs . - Dans les espaces boisés classés à protéger, à conserver ou à créer, le défrichage est interdit ; les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation suivant les modalités prévues à l'article R. 130-1 du Code de l'Urbanisme. | <p>Le projet correspond à l'activité prévue sur cette parcelle.</p> | <p>C</p> |
| <p>Article Ue 1 - Occupations et utilisations du sol interdites</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions à usage d'habitation autres que celles visées à l'article Ue 2. - La création de terrains aménagés pour l'accueil de tentes et de caravanes. - L'ouverture et l'extension de carrières et de mines. | <p>Conforme</p> | <p>C</p> |
| <p>Article Ue 2 - Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions à usage d'habitation destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance ou le gardiennage des installations ou activités autorisées dans la zone et à condition : <ul style="list-style-type: none"> o qu'elles ne soient pas édifiées avant la réalisation des constructions ou installations à usage industriel, commercial ou artisanal, o - et pour celles exposées au bruit de la voie RN24 de catégorie 2 et 3 et de la RD766E, de catégorie 3, qu'elles soient conformes aux dispositions de l'arrêté du 6 octobre 1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur. o - d'être intégrées au volume du bâtiment d'activité et d'être limitées à une surface d'emprise au sol maximale de 50 m². - Les installations classées soumises à autorisation, sous réserve que des dispositions soient prévues en vue d'atténuer de manière substantielle, les dangers ou les inconvénients que peut présenter leur exploitation. - Les installations classées soumises à déclaration. <p>Sont autorisés en secteur Ue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les lotissements et constructions à usage d'activités ; - Les constructions à usage d'entrepôts industriels ou de commerce de gros ; - Les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif ; - Les constructions à usage de bureaux, de commerces et de services ; - Les constructions à usage hôtelier ; - Les établissements destinés au transit ou la vente d'animaux ; | <p>Le site sera classé en Enregistrement. Il s'agira d'un d'un bâtiment d'entreposage.</p> | <p>C</p> |

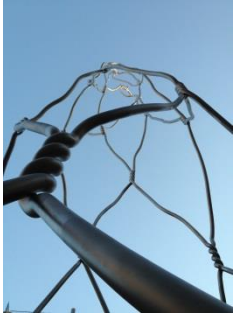
| Article | Conformité | Conformité |
|---|--|------------|
| [...] | | |
| <p>Article Ue 3 - Voiries et accès</p> <p>Accès Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin ou éventuellement obtenu par l'application de l'article 682 du code civil. Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique. Le long des voies publiques, pour des raisons de fluidité et de sécurité du trafic, les débouchés directs doivent être limités à un seul par propriété pour l'accès principal. Un accès secondaire sera autorisé si de bonnes conditions de sécurité des accès sur la voie publique sont réunies.</p> <p>Voirie Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Les voies doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et la protection civile et comporter une chaussée d'au moins 3,50 m de largeur pour les voies de desserte et d'au moins 6.00 m de largeur pour les voies destinées à la circulation générale. Les voies en impasse doivent être aménagées à leur extrémité pour permettre le demi tour des véhicules de sécurité incendie.</p> | <p>Le site disposera d'un accès principal adapté au passage des poids-lourd.</p> | <p>C</p> |
| <p>Article Ue 4 - Desserte par les réseaux</p> <p>Alimentation en eau : Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être desservie par une conduite de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes et raccordée au réseau public d'adduction d'eau. Dans toutes les agglomérations ou parties d'agglomérations possédant un réseau de distribution publique d'eau potable, toutes les voies publiques ou privées doivent, dans tous les cas où cette mesure est techniquement réalisable, comporter au moins une conduite de distribution. Tout immeuble desservi par l'une ou l'autre de ces voies, qu'il soit directement riverain ou en enclave, doit être relié à cette conduite par un branchement. Ce branchement est suivi d'un réseau de canalisations intérieures qui met l'eau de la distribution publique, et sans traitement complémentaire, à la disposition de tous les habitants de l'immeuble, à tous les étages et à toute heure du jour et de la nuit.</p> <p>Électricité et téléphone : Les réseaux d'électricité basse tension et de téléphone et les branchements devront être réalisés en souterrain à la charge du maître d'ouvrage.</p> | <p>Le site sera racordé au réseau publique AEP. Les réseaux élexctriques basse tension et de téléphone seront réalisés en souterrain.</p> | <p>C</p> |

| Article | Conformité | Conformité |
|---|---|-------------------|
| <p>Assainissement :</p> <p><u>a) Eaux usées</u> Sous réserve des dispositions de la législation relative aux installations classées, toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines de caractéristiques suffisantes raccordées au réseau public d'assainissement. Pour certains effluents particulièrement nocifs, un pré-traitement sera imposé.</p> <p><u>b) Eaux pluviales</u> Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur. En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.</p> | <p>Le site sera racordé au réseau d'assainissement. Les eaux ne nécessiteront pas de pré-traitement.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries seront temponnées dans un bassin imperméable, puis épurées par un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet au réseau public. Les eaux pluviales de toitures seront rejetées directement dans un fossé.</p> | <p>C</p> <p>C</p> |
| <p>Article Ue 5 - Superficie minimale des terrains constructibles Sans objet.</p> | | <p>SO</p> |
| <p>Article Ue 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques Le long des voies du domaine public très fréquentées (ou appelées à le devenir) les constructions nouvelles doivent respecter la marge de recul minimale précisée au plan de zonage. Les constructions doivent être implantées à au moins 5 mètres de la limite de l'emprise des autres voies. L'implantation des équipements directement liés et nécessaires à la route (stations-service, garages...) est soumise uniquement à la réglementation spécifique les concernant. Les ouvrages techniques d'intérêt collectif (transformateur – pylône électrique, relais Hertzien, ouvrages hydrauliques agricoles, station de traitement des eaux, poste de relèvement lagune, bassin de rétention, réserve incendie...) et ceux liés à l'utilisation de l'énergie solaire, géothermique ou éolienne peuvent être implantés à l'alignement de l'emprise des voies ou en retrait sans référence aux règles imposées aux autres constructions et installations.</p> | <p>Conforme</p> | <p>C</p> |
| <p>Article Ue 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites déparatives Les constructions, lorsqu'elles ne jouxtent pas les limites séparatives, doivent être implantées à une distance de ces limites, au moins égale à la moitié de leur hauteur mesurée à l'égout de toiture ou à l'acrotère sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. Les constructions à usage d'installations classées doivent respecter une marge d'isolement par rapport aux limites des zones U et AU et des secteurs Nh et Nr, fixée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 m (vingt mètres) pour les installations classées soumises à déclaration. - 50 m (cinquante mètres) pour les installations classées soumises à l'autorisation. <p>Toutefois, un recul plus important leur sera imposé en fonction de la gravité des dangers ou inconvénients que peut représenter leur exploitation.</p> | <p>Le bâtiment sera situé à 20 m des limites de propriété côté zone UI.</p> | <p>C</p> |

| Article | Conformité | Conformité |
|--|--|--------------------------------------|
| <p>Toutefois, dans ces marges d'isolement, seront admises les constructions à usage administratif, social ou d'habitation liées aux activités ainsi que les aires de stationnement.</p> <p>Les ouvrages techniques d'intérêt collectif (transformateur, pylône électrique, relais Hertzien, ouvrages hydrauliques agricoles, station de traitement des eaux, poste de relèvement lagune, bassin de rétention, réserve incendie...) et ceux liés à l'utilisation de l'énergie solaire, géothermique ou éolienne peuvent être implantés à l'alignement de l'emprise des voies ou en retrait sans référence aux règles imposées aux autres constructions et installations.</p> | | |
| <p>Article Ue 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété Sans objet.</p> | Sans objet | C |
| <p>Article Ue 9 - Emprise au sol des constructions Sans objet.</p> | Sans objet | C |
| <p>Article Ue 10 - Hauteur maximale des constructions Il n'est pas fixé de hauteurs maximales pour les constructions à usage industriel, artisanal, commercial, tertiaire.</p> | Sans objet | C |
| <p>Article Ue 11 - Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par le présent PLU en application du 7° de l'article L. 123-1-5 doivent faire l'objet d'une autorisation préalable dans les conditions prévues aux articles R. 421-23 et 28 et suivants du Code de l'urbanisme.</p> <p>Aspect architectural pour les secteurs Ue et Uec : Les constructions liées aux activités artisanales, industrielles ou commerciales devront présenter des volumes simples et s'intégrer dans leur environnement.</p> <p>Clôtures pour les secteurs Ue, et Uec : Sauf dispositions réglementaires particulières, les clôtures éventuelles seront constituées de grillage simple sur poteaux métalliques ou en bois dont la hauteur ne devra pas excéder 2,50 m doublés de haies végétales, sauf nécessité impérative liée au caractère de l'établissement concerné.</p> <p>Aspect architectural pour le secteur Uez : Les volumes seront simples. Les façades seront de teinte sombre (gris – noir – vert – bleu - marron...) d'aspect mat, des éléments ponctuels pourront être réalisés en verre – aluminium – bois – brique – granit ... tout type de matériaux qualitatifs pour les bâtiments de commerces et des activités industrielles ou artisanales. Les façades des bâtiments d'activité tertiaire seront en matériaux qualitatifs (bois – verre – béton brut – de décoffrage – béton lazuré ou enduit – parpaing enduit ...) les couleurs resteront de teinte sobre. Les menuiseries pourront être de teinte vive ainsi que les logotypes, tout symbole d'identification des entreprises, ou des éléments ponctuels de composition architecturale. Les bâtiments auront de préférence un aspect de toiture terrasse éventuellement restitués par un acrotère où s'inscriront les éléments d'identification des entreprises, ces éléments ne devront pas dépasser l'acrotère.</p> | <p>La partie boisée située sur la partie Est du site n'est pas identifiée.</p> <p>Le bâtiment sera très classiquement de forme rectangulaire.</p> <p>Les clôtures auront une hauteur de 2,5 m.</p> <p>Sans objet</p> | <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>SO</p> |

| Article | Conformité | Conformité |
|---|---|------------|
| <p>Des toitures à égout arrondis en continuité de façade et dans le plan de toiture pourront être autorisées ponctuellement ou sur l'ensemble du bâtiment.</p> <p>Des toitures en ardoises, en zinc, cuivre ou toutes autres toitures à deux pentes pourront être autorisées en éléments ponctuels ou pour un projet global.</p> <p>Clôtures pour le secteur Uez : Les clôtures seront réalisées en grillage vert doublées d'une haie vive sur toutes les parties en limite de l'espace public, leur hauteur est limitée à 2,50 mètres.</p> | Sans objet | SO |
| <p>Article Ue 12 – Réalisation d'aires de stationnement Le stationnement des véhicules automobiles et des deux roues, correspondant aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques. Les aires de stationnement pourront être mutualisées dans les opérations globales ou les opérations complexes.</p> | Le stationnement est réalisé sur la parcelle sur des places de stationnement aménagées. | C |
| <p>Article Ue 13 – Réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et plantations Eléments de paysage à préserver : Les haies bocagères, les alignements d'arbres à préserver au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'Urbanisme sont repérés avec une trame spécifique sur les plans de zonage . Il importe que ces structures soient préservées dans le temps sans pour autant les figer dans leur état actuel. Ainsi les haies peuvent être déplacées, remplacées, recomposées pour des motifs d'accès, de composition architecturale,... à partir du moment où la structure du paysage n'en est pas altérée. Les terrains classés au plan comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme. Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes. Les marges d'isolement, par rapport aux zones Ua – Ub – Nh – Nr, doivent être plantées d'arbres de haute tige ou de plantations formant écran sauf incompatibilité réglementaire. Pour des modifications de haies existantes identifiées sur le plan de zonage du PLU, elles devront respecter les règles suivantes : A partir de 8 mètres de linéaire impacté, des mesures compensatoires seront mises en oeuvre. Elles pourront prendre la forme suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - replantation d'au moins les 2/3 du linéaire dans le même secteur que celui du linéaire détruit. - le regarnissage d'une haie. - les replantations viseront à relier des éléments boisés (autre haie, bosquet, bois...), ou se situeront en bas de pente pour une fonction antiérosive, une limitation du ruissellement, une protection de la ressource en eau ou, se situeront à proximité, en limite ou dans un ensemble de parcelles humides. - les replantations seront de type local ou du même type que la haie détruite (chêne, orme, frêne, hêtre, châtaignier, érable...). | Sans objet | C |
| <p>Article Ue 14 – Coefficient d'occupation du sol Sans objet.</p> | Sans objet | C |

Le projet est compatible avec l'usage des sols et respecte en tout point les prescriptions du PLU de la commune de Ploërmel.



DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**PJ n°5
CAPACITES TECHNIQUES ET
FINANCIERES**

LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE

ZI Lande du Moulin,
56800 Ploërmel, France

Affaire 20-048-V2/AG/Octobre 2022

I. Présentation de la société

Le Groupe AMBROISE est composé plusieurs entités chacune dédiée à une thématique particulière. La société LE RAY TRANSPORT & LOGISTIQUE est une de ces entités. La société LE RAY TRANSPORT & LOGISTIQUE est une filiale à 100 % du groupe AMBROISE.

L'organigramme suivant présente la relation entre les différentes sociétés :

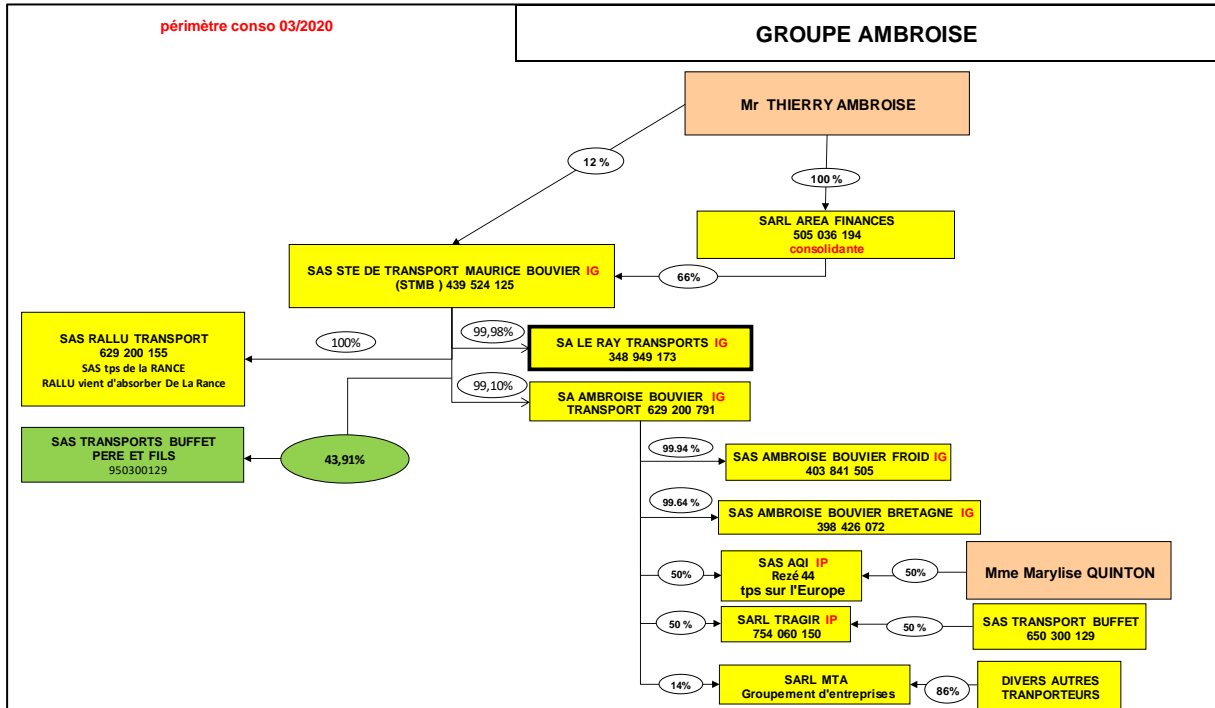


Figure 1 : Présentation de l'organigramme juridique du groupe AMBROISE

Cette organisation permet de traiter la thématique transport/logistique dans son ensemble comme le présente la figure suivante :

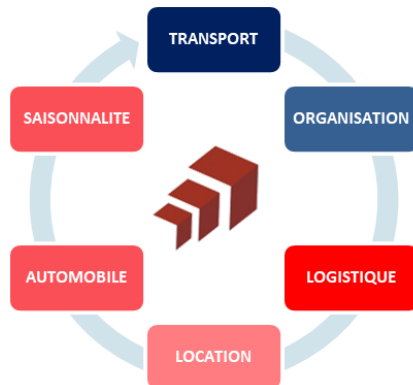
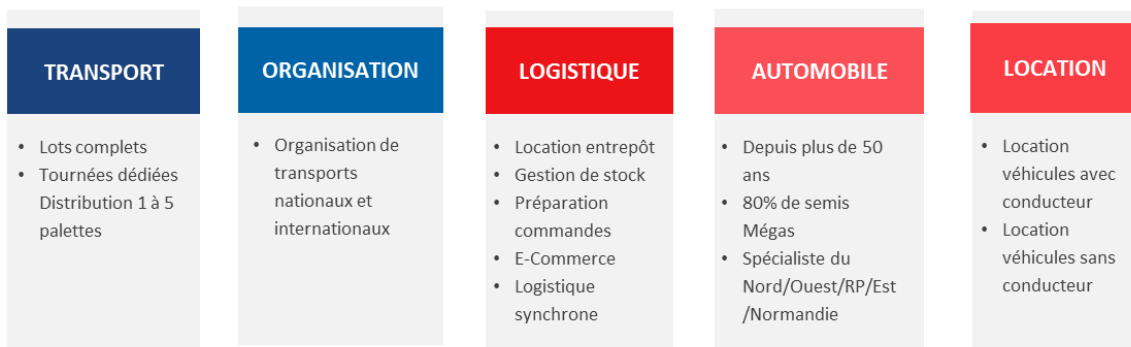


Figure 2 : Thématiques gérées par le groupe AMBROISE

II. Capacités techniques

1. Aspect technique

La société LE RAY TRANSPORT & LOGISTIQUE étant filiale à 100 % du groupe AMBROISE, ce sont les capacités techniques de cette dernière sur lesquelles s'appuie la structure qui seront présentées.

Pour mener sa mission à bien, le groupe AMBROISE dispose aujourd'hui d'un effectif de 800 personnes dont 590 conducteurs. Sa partie transport est d'ailleurs largement représentée puisqu'elle dispose de 550 véhicules à moteur Euro 6 à 100 % sur un total de 700 semis.

La partie transport est basée sur 9 sites en France

Côté logistique, le groupe gère aujourd'hui 16 sites en France, représentant un total de 106 000 m² d'entrepôts.

Le groupe AMBROISE possède ainsi une grande expérience du transport et de la logistique. Cette expérience lui permet de disposer des outils adaptés à la gestion de ce nouveau site de 6 000 m², objet de la présente étude.

La force du groupe permettra ainsi à l'exploitant du site de disposer d'un appui juridique fort sur la réglementation ICPE, notamment dans l'application des prescriptions liées à l'exploitation du site.

La sécurité est au cœur de la gestion quotidienne, notamment par la réalisation de formations incendie et SST, par l'affichage dans les lieux fréquentés par le personnel des consignes de sécurité, etc. Des plans de sécurité incendie seront également présents et fournis au SDIS en cas d'intervention.

Une personne sera spécialement formée à la gestion de la sécurité, notamment des contrôles réglementaires à effectuer sur les installations techniques et de protection incendie.

2. Aspect environnemental

Le groupe AMBROISE possède une implication particulière sur la thématique environnementale. En effet le groupe cherche en permanence à améliorer son activité et à en diminuer l'impact.

La frise chronologique ci-dessous présente les différentes évolutions des certifications obtenues :



Figure 3 : Frises des différentes évolution environnementales du groupe AMBROISE

III. Capacités financières

La société LE RAY TRANSPORT & LOGISTIQUE étant intégrée à 100 % au groupe AMBROISE, ce sont les capacités financières de cette dernière sur lesquelles s'appuie la structure qui seront présentées.

Le groupe AMBROISE possède un historique ancien puisque la première pierre de ses fondations a été posée en 1974. Depuis, le groupe s'est agrandi de différentes filiales et s'est très largement développé. La filiale du groupe qui gère les aspects financiers est AREA Finance. L'évolution de son chiffre d'affaires est présentée ci-dessous :

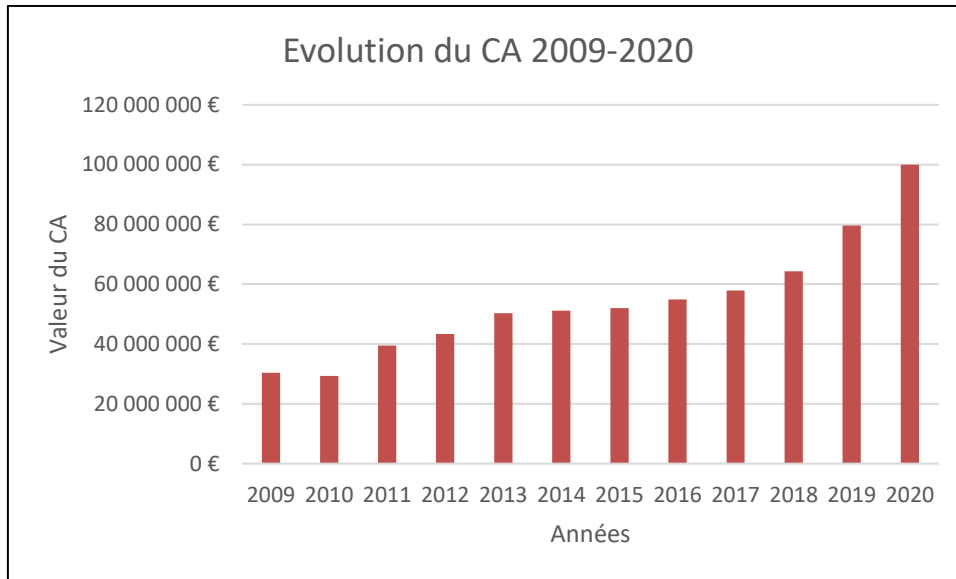


Figure 4 : Evolution du chiffre d'affaires entre 2009 et 2020

La liasse fiscale ainsi que la cotation Banque de France sont joints en annexes du présent document.

Le groupe AMBROISE est donc aujourd'hui en pleine croissance et possède une forte solidité de son modèle économique.

La société LE RAY TRANSPORT & LOGISTIQUE intégrée à 100 % au groupe AMBROISE possède ainsi toutes les capacités techniques et financières afin d'assurer la conformité et l'exploitation du site en vue de protéger l'environnement.

N° de Dossier : 002038

En Euro

LGRAN

ALTONEO CONSEIL CHANGE 15 Rue des Bordagers 53810 CHANGE

SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE

5 RUE EDOUARD BRANLY

56800 PLOERMEL

Du 01/01/2021 au 31/12/2021

2050

Réel Normal BIC

Déclaration envoyée par la procédure EDI-TDFC

Formulaire millésime 2022

| | | | | |
|----------|------------|----------------|--------|------|
| SIE | N° dossier | Clé | Régime | Insp |
| 5600351 | 301473 | 44 | EM | 651 |
| N° Siret | | 34894917300036 | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|-----------------------------------|---------------------------|-----------|-----------|
| Désignation de l'entreprise : <u>SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE</u> | | Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* <u>12</u> | | | | |
| Adresse de l'entreprise <u>5 RUE EDOUARD BRANLY 56800 PLOERMEL</u> | | Durée de l'exercice précédent* <u>12</u> | | | | |
| Numéro SIRET* <u>34894917300036</u> | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | |
| | | | Exercice N clos le, 31/12/2021 | | | |
| | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Net 3 | | |
| Capital souscrit non appelé (I) | | AA | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement* | AB | AC | | | |
| | Frais de développement* | CX | CQ | | | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | AF | AG | 26 190 | | |
| | Fonds commercial (1) | AH | AI | 479 000 | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | AJ | AK | | | |
| | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | AM | | | |
| | Terrains | AN | AO | 12 949 | 123 551 | |
| | Constructions | AP | AQ | 88 969 | 2 299 | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | AS | 433 469 | 171 867 | |
| | Autres immobilisations corporelles | AT | AU | 1 764 454 | 655 999 | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Immobilisations en cours | AV | AW | | | |
| | Avances et acomptes | AX | AY | | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | CT | | |
| | | Autres participations | CU | CV | 20 000 | |
| | | Créances rattachées à des participations | BB | BC | | |
| | | Autres titres immobilisés | BD | BE | | |
| | Prêts | BF | BG | | | |
| | Autres immobilisations financières* | BH | BI | 44 988 | | |
| TOTAL (II) | | BJ | BK | 3 823 736 | 2 326 031 | 1 497 704 |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS* | Matières premières, approvisionnements | BL | BM | 185 887 | 185 887 |
| | | En cours de production de biens | BN | BO | | |
| | | En cours de production de services | BP | BQ | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | BS | | |
| | | Marchandises | BT | BU | | |
| | CRÉANCES | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | BW | | |
| | | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | BY | 5 318 | 1 622 989 |
| | | Autres créances (3) | BZ | CA | 333 192 | 333 192 |
| | DIVERS | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | CC | | |
| | | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | CD | CE | | |
| | Disponibilités | CF | CG | 2 572 458 | 2 572 458 | |
| Comptes de régularisation | Charges constatées d'avance (3)* | CH | CI | 19 468 | 19 468 | |
| | TOTAL (III) | CJ | CK | 5 318 | 4 733 993 | |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | CW | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | |
| | Ecarts de conversion actif* (VI) | CN | | | | |
| | TOTAL GENERAL (I à VI) | CO | 1A | 2 331 349 | 8 563 047 | 6 231 697 |
| Renvois : | (1) Dont droit au bail : | (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes: | CP | (3) Part à plus d'un an : | CR | 4 483 |
| Clause de réserve de propriété :* | Immobilisations : | Stocks : | | Créances : | | |

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032 -NOT-SD

Désignation de l'entreprise SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUENéant *

Exercice N

| | | | |
|--|--|-----------|-----------|
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :1 029 600.....) | DA | 1 029 600 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | DB | |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK) | DC | |
| | Réserve légale (3) | DD | 102 960 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> B1) | DF | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants * <input type="checkbox"/> EJ) | DG | 1 784 093 |
| | Report à nouveau | DH | |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | 284 296 |
| | Subventions d'investissement | DJ | 14 592 |
| | Provisions réglementées * | DK | 204 921 |
| TOTAL (I) | DL | 3 420 462 | |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | |
| | Avances conditionnées | DN | |
| TOTAL (II) | DO | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | 138 055 |
| | Provisions pour charges | DQ | |
| TOTAL (III) | DR | 138 055 | |
| DETTES (4) | Emprunts obligatoires convertibles | DS | |
| | Autres emprunts obligatoires | DT | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 406 808 |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI) | DV | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | 6 660 |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 781 350 |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 1 466 164 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | 7 716 |
| Autres dettes | EA | 4 482 | |
| Compte régul. | Produits constatés d'avance (4) | EB | |
| TOTAL (IV) | EC | 2 673 180 | |
| TOTAL (V) | ED | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 6 231 697 | |
| RENVOS | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | 1B | |
| | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976) | 1C | |
| | | 1D | |
| | | 1E | |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF | |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 2 538 706 | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | | |

* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

| Désignation de l'entreprise : SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE | | Exercice N | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | |
|---|--|--|----------------------------------|--|---------|---------|------------|------------|
| | | France | | Exportations et livraisons intracommunautaires | | Total | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises * | FA | 6 258 | FB | | FC | 6 258 | |
| | Production vendue { | biens * | FD | | FE | | FF | |
| | | services * | FG | 11 951 587 | FH | 100 089 | FI | 12 051 676 |
| | Chiffres d'affaires nets * | FJ | 11 957 845 | FK | 100 089 | FL | 12 057 934 | |
| | Production stockée * | | | | | FM | | |
| | Production immobilisée * | | | | | FN | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | | FO | 5 233 | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges * (9) | | | | | FP | 340 392 | |
| | Autres Produits (1) (11) | | | | | FQ | 23 686 | |
| | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | | | FR | 12 427 245 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane) * | | | | | FS | | |
| | Variation de stock (marchandises) * | | | | | FT | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) * | | | | | FU | 2 942 092 | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements) * | | | | | FV | -75 260 | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis) * | | | | | FW | 4 971 032 | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés * | | | | | FX | 216 132 | |
| | Salaires et traitements * | | | | | FY | 2 745 413 | |
| | Charges sociales (10) | | | | | FZ | 786 201 | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations | - dotations aux amortissements * | | | | GA | 392 911 |
| | | | - dotations aux provisions | | | | GB | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions* | | | | | GC | 410 |
| | | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | GD | |
| | Autres charges (12) | | | | | GE | 93 414 | |
| Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | | | GF | 12 072 346 | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | | | GG | 354 900 | |
| Opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée * (III) | | | | | GH | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV) | | | | | GI | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | | GJ | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | | GK | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | | GL | 696 | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | GM | | |
| | Différences positives de change | | | | | GN | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GO | | |
| Total des produits financiers (V) | | | | | | GP | 696 | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions * | | | | | GQ | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | | GR | 845 | |
| | Différences négatives de change | | | | | GS | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GT | | |
| Total des charges financières (VI) | | | | | | GU | 845 | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | | | GV | -150 | |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | | | GW | 354 750 | |

* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n°2032-NOT-SD

| | | | | |
|---|--|---|--|------------|
| Désignation de l'entreprise <u>SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE</u> | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
| | | | Exercice N | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | HA 49 231 | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | | HB 515 617 | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | HC 150 537 | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | | HD 715 385 | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | | HE 690 | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | | HF 444 214 | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter) | | HG 159 565 | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | | HH 604 469 | |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | | HI 110 916 | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | | HJ 57 734 | |
| Impôts sur les bénéfices * (X) | | | HK 123 636 | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | | HL 13 143 326 | |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | | HM 12 859 030 | |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges) | | | HN 284 296 | |
| REVENUS | (1) | Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | | HO |
| | (2) | Dont | { produits de locations immobilières | HY |
| | | | { produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IG |
| | (3) | Dont | { - Crédit-bail mobilier * | HP |
| | | | { - Crédit-bail immobilier | HQ |
| | (4) | Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | | IH |
| | (5) | Dont produits concernant les entreprises liées | | IJ |
| | (6) | Dont intérêts concernant les entreprises liées | | IK |
| | (6bis) | Dont dons faits aux organismes d'intérêts général (article 238 bis du CGI) | | HX 1 500 |
| | (6ter) | Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies du CGI) | | RC |
| | | Dont amortissements exceptionnels de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D du CGI) | | RD |
| | (9) | Dont transfert de charges | | A1 277 944 |
| | (10) | Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) A5 | A2 |
| (11) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | | A3 | |
| (12) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | | A4 | |
| (13) | Dont primes et cotisations complémentaires personnelles | Facultatives A6 | Obligatoires A9 | |
| | | dont cotisations facultatives Madelin A7 | | |
| | | dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8 | | |
| (7) | Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) : | | Exercice N | |
| | | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels | |
| | Litiges sociaux | 2 013 | | |
| | Dotation et reprises sur amortissements dérogatoires | 51 144 | 149 945 | |
| | Dotation provision pour hausse des prix | 13 361 | | |
| | Dotations aux provisions exceptionnelles | 95 060 | | |
| | Cession d' éléments d'actifs | 442 201 | 507 209 | |
| (8) | Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | | Exercice N | |
| | | Charges antérieures | Produits antérieurs | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| Désignation de l'entreprise <u>SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE</u> | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | | |
|---|--|---|---|-----------------|----------|--|-----------|---|-----------|---|-----------|--|-----------|----|--|
| CADRE A | | IMMOBILISATIONS | | | | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice | | Augmentations | | | | | | | |
| | | | | | | | | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence | | Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste | | | | | |
| | | | | | | 1 | | 2 | | 3 | | | | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | | | | TOTAL I | | CZ | | D8 | | D9 | | | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | TOTAL II | | KD | 505 474 | KE | | KF | | | | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | | KG | | KH | | KI | 136 500 | | | |
| | Constructions | Sur sol propre | [| Dont Composants | L9 | | KJ | 20 014 | KK | | KL | | | | |
| | | Sur sol d'autrui | [| Dont Composants | M1 | | KM | | KN | | KO | | | | |
| | Installations gales, agenct*, aménagt des constructions | | | | [| Dont Composants | M2 | | KP | 71 255 | KQ | | | | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | [| Dont Composants | M3 | | KS | 600 034 | KT | 11 502 | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements divers * | | | | | | KV | 590 109 | KW | | KX | 3 375 | | |
| | | Matériel de transport * | | | | | | KY | 2 794 349 | KZ | | LA | 94 373 | | |
| | | Matériel de bureau et mobilier informatique | | | | | | LB | 75 070 | LC | | LD | 4 631 | | |
| | | Emballages récupérables et divers * | | | | | | LE | | LF | | LG | | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | | LH | | LI | | LJ | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | LK | | LL | | LM | | | | |
| | TOTAL III | | | | | | LN | 4 150 830 | LO | | LP | 250 381 | | | |
| FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | | 8G | | 8M | | 8T | | | | |
| | Autres participations | | | | | | 8U | 20 000 | 8V | | 8W | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | 1P | | 1R | | 1S | | | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | | | | | 1T | 76 504 | 1U | | 1V | | | | |
| | TOTAL IV | | | | | | LQ | 96 504 | LR | | LS | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | | | ØG | 4 752 808 | ØH | | ØJ | 250 381 | | | | |
| CADRE B | | IMMOBILISATIONS | | | | Diminutions | | | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice | | Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence | | | |
| | | | | | | par virements de poste à poste | | par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence | | | | Valeur d'origine des immobi- lisations en fin d'exercice | | | |
| | | | | | | 1 | | 2 | | 3 | | 4 | | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | | | | TOTAL I | | IN | | CØ | | DØ | | D7 | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | | TOTAL II | | IO | | LV | 284 | LW | 505 190 | IX | | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | | IP | | LX | | LY | 136 500 | LZ | | |
| | Constructions | Sur sol propre | | | | | IQ | | MA | | MB | 20 014 | MC | | |
| | | Sur sol d'autrui | | | | | IR | | MD | | ME | | MF | | |
| | | Inst. gales, agenct et am. des constructions | | | | | IS | | MG | | MH | 71 255 | MI | | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | | | IT | 6 200 | MJ | 605 336 | MK | 605 336 | ML | | |
| | Autres immobili- sations corporelles | Inst. gales., agenct, aménagements divers | | | | | | IU | 36 423 | MM | 557 061 | MN | 557 061 | MO | |
| | | Matériel de transport | | | | | | IV | 1 097 409 | MP | 1 791 312 | MQ | 1 791 312 | MR | |
| | | Matériel de bureau et informatique, mobilier | | | | | | IW | 7 621 | MS | 72 080 | MT | 72 080 | MU | |
| | | Emballages récupérables et divers * | | | | | | IX | | MV | | MW | | MX | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | | MY | | MZ | | NA | | NB | | |
| Avances et acomptes | | | | | | NC | | ND | | NE | | NF | | | |
| TOTAL III | | | | | | IY | 1 147 653 | NG | 1 147 653 | NH | 3 253 558 | NI | | | |
| FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | | | IZ | | ØU | | M7 | | ØW | | |
| | Autres participations | | | | | | IØ | | ØX | | ØY | 20 000 | ØZ | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | I1 | | 2B | | 2C | | 2D | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | | | | | I2 | 31 516 | 2E | 31 516 | 2F | 44 988 | 2G | | |
| | TOTAL IV | | | | | | I3 | 31 516 | NJ | 31 516 | NK | 64 988 | 2H | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | | | I4 | 1 179 453 | ØK | 1 179 453 | ØL | 3 823 736 | ØM | | | |

*Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

| | |
|--|---|
| Désignation de l'entreprise : SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE | Néant <input checked="" type="checkbox"/> * |
|--|---|

Exercice N clos le 31/12/2021

| CADRE A | Détermination du montant des écarts (col.1 - col.2) (1) | | Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement | | | Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col.1 - col.2) - col.5 (5)] 6 |
|---|--|---|--|---|--|--|
| | Augmentation du montant brut des immobilisations 1 | Augmentation du montant des amortissements 2 | Au cours de l'exercice | | Montant cumulé à la fin de l'exercice (4) 5 | |
| | | | Montant des suppléments d'amortissement (2) 3 | Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4 | | |
| 1 Concessions, brevets et droits similaires | | | | | | |
| 2 Fonds commercial | | | | | | |
| 3 Terrains | | | | | | |
| 4 Constructions | | | | | | |
| 5 Installations techniques mat. et out. industriels | | | | | | |
| 6 Autres immobilisations corporelles | | | | | | |
| 7 Immobilisations en cours | | | | | | |
| 8 Participations | | | | | | |
| 9 Autres titres immobilisés | | | | | | |
| 10 TOTAUX | | | | | | |

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du CGI et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4;
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051-SD) à la ligne "Provisions réglementées".

CADRE B DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

| | |
|---|---|
| 1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE..... | |
| 2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE..... | - |
| 3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE..... | = |

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan. De même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n°2032-NOT-SD

| | | | | | | | | | |
|---|---|--|--|--|-----------------------------|---|---|---|-----------|
| Désignation de l'entreprise <u>SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE</u> | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
| CADRE A | | SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) * | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements au début de l'exercice | | Augmentations : dotations de l'exercice | | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | |
| Frais d'établissement et de développement | | CY | | EL | | EM | | EN | |
| Fonds commercial | | RE | | RF | | RI | | RJ | |
| Autres immobilisations incorporelles | | PE | 25 702 | PF | 772 | PG | 284 | PH | 26 190 |
| TOTAL I | | RK | 25 702 | RM | 772 | RN | 284 | RO | 26 190 |
| Terrains | | PI | | PJ | 12 949 | PK | | PL | 12 949 |
| Constructions | Sur sol propre | PM | 20 014 | PN | | PO | | PQ | 20 014 |
| | Sur sol d'autrui | PR | | PS | | PT | | PU | |
| | Inst.générales, agencements et aménagements des constructions | PV | 68 201 | PW | 755 | PX | | PY | 68 955 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | PZ | 372 120 | QA | 67 550 | QB | 6 200 | QC | 433 469 |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. générales, agencements, aménagements divers | QD | 272 749 | QE | 72 323 | QF | 23 689 | QG | 321 383 |
| | Matériel de transport | QH | 1 807 631 | QI | 236 205 | QJ | 667 942 | QK | 1 375 894 |
| | Matériel de bureau et informatique, mobilier | QL | 72 439 | QM | 2 359 | QN | 7 621 | QO | 67 177 |
| | Emballages récupérables et divers | QP | | QR | | QS | | QT | |
| TOTAL II | | QU | 2 613 154 | QV | 392 139 | QW | 705 451 | QX | 2 299 841 |
| TOTAL GENERAL (I + II) | | ØN | 2 638 856 | ØP | 392 911 | ØQ | 705 735 | ØR | 2 326 031 |
| CADRE B | | VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | | | | | | |
| Immobilisations amortissables | DOTATIONS | | | REPRISES | | | Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice | | |
| | Colonne 1 Différentiel de durée et autres | Colonne 2 Mode dégressif | Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel | Colonne 4 Différentiel de durée et autres | Colonne 5 Mode dégressif | Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel | | | |
| Frais établissement | M9 | N1 | N2 | N3 | N4 | N5 | N6 | | |
| Fonds commercial | RP | RQ | RR | RS | RT | RU | RV | | |
| Autres immobilisations incorporelles | N7 | N8 | P6 | P7 | P8 | P9 | Q1 | | |
| TOTAL I | RW | RX | RY | RZ | SB | SC | SD | | |
| Terrains | Q2 | Q3 | Q4 | Q5 | Q6 | Q7 | Q8 | | |
| Constructions | Sur sol propre | Q9 | R1 | R2 | R3 | R4 | R5 | | |
| | Sur sol d' autrui | R7 | R8 | R9 | S1 | S2 | S3 | | |
| Inst. techniques mat. et outillage | S5 | S6 | S7 | S8 | S9 | T1 | T2 | | |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agenc am. divers | T3 | T4 | T5 | T6 | T7 | T8 | | |
| | Matériel de transport | U1 | U2 | U3 | U4 | U5 | U6 | | |
| | Mat.bureau et inform. mobilier | U8 | 51 144 | U9 | V1 | V2 | 149 945 | | |
| | Emballages récup. et divers | V6 | V7 | V8 | V9 | W1 | W2 | | |
| TOTAL II | W4 | W5 | W6 | W7 | W8 | W9 | X1 | | |
| TOTAL III | X2 | 51 144 | X3 | X4 | X5 | 149 945 | X6 | | |
| Frais d'acquisition de titres de participations | NL | | | NM | | | NO | | |
| Total général (I + II + III) | NP | 51 144 | NQ | NR | NS | 149 945 | NT | | |
| Total général non ventilé (NP+NQ+NR) | NW | 51 144 | Total général non ventilé (NS+NT+NU) | | NY | 149 945 | Total général non ventilé (NW-NY) | NZ | -98 802 |
| CADRE C | | MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES * | | | | | | | |
| | | Montant net au début de l'exercice | | Augmentations | | Dotations de l'exercice aux amortissements | | Montant net à la fin de l'exercice | |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | | | Z9 | | Z8 | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | | | SP | | SR | |

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

| Désignation de l'entreprise | | SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
|--|--|--|---------|---|--------|--|---------|-------------------------------------|---------|
| Nature des provisions | | Montant au début de l'exercice 1 | | AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2 | | DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3 | | Montant à la fin de l'exercice 4 | |
| Provisions réglementées | Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers * | 3T | | TA | | TB | | TC | |
| | Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II du CGI)* | 3U | | TD | | TE | | TF | |
| | Provisions pour hausse des prix (1) * | 3V | | TG | 13 361 | TH | | TI | 13 361 |
| | Amortissements dérogatoires | 3X | 290 362 | TM | 51 144 | TN | 149 945 | TO | 191 560 |
| | Dont majorations exceptionnelles de 30 % | D3 | | D4 | | D5 | | D6 | |
| | Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI) | IJ | | IK | | IL | | IM | |
| | Autres provisions réglementées (1) | 3Y | | TP | | TQ | | TR | |
| | TOTAL I | 3Z | 290 362 | TS | 64 505 | TT | 149 945 | TU | 204 921 |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour litiges | 4A | 43 587 | 4B | 95 060 | 4C | 592 | 4D | 138 055 |
| | Provisions pour garanties données aux clients | 4E | | 4F | | 4G | | 4H | |
| | Provisions pour pertes sur marchés à terme | 4J | | 4K | | 4L | | 4M | |
| | Provisions pour amendes et pénalités | 4N | | 4P | | 4R | | 4S | |
| | Provisions pour pertes de change | 4T | | 4U | | 4V | | 4W | |
| | Provisions pour pensions et obligations similaires | 4X | | 4Y | | 4Z | | 5A | |
| | Provisions pour impôts (1) | 5B | | 5C | | 5D | | 5E | |
| | Provisions pour renouvellement des immobilisations * | 5F | | 5H | | 5J | | 5K | |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | EO | | EP | | EQ | | ER | |
| | Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer * | 5R | | 5S | | 5T | | 5U | |
| | Autres provisions pour risques et charges (1) | 5V | | 5W | | 5X | | 5Y | |
| | TOTAL II | 5Z | 43 587 | TV | 95 060 | TW | 592 | TX | 138 055 |
| Provisions pour dépréciation | sur immobilisations | - incorporelles | 6A | | 6B | | 6C | | 6D |
| | | - corporelles | 6E | | 6F | | 6G | | 6H |
| | | - Titres mis en équivalence | Ø2 | | Ø3 | | Ø4 | | Ø5 |
| | | - titres de participation | 9U | | 9V | | 9W | | 9X |
| | | - autres immobilisations financières (1) * | Ø6 | | Ø7 | | Ø8 | | Ø9 |
| | Sur stocks et en cours | 6N | | 6P | | 6R | | 6S | |
| | Sur comptes clients | 6T | 67 357 | 6U | 410 | 6V | 62 449 | 6W | 5 318 |
| | Autres provisions pour dépréciation (1)* | 6X | | 6Y | | 6Z | | 7A | |
| TOTAL III | 7B | 67 357 | TY | 410 | TZ | 62 449 | UA | 5 318 | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III) | 7C | 401 305 | UB | 159 975 | UC | 212 986 | UD | 348 295 | |
| Dont dotations et reprises | <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles | | UE | 410 | UF | 62 449 | | | |
| | | | UG | | UH | | | | |
| | | | UJ | 159 565 | UK | 150 537 | | | |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I. | | | | | | | | 10 | |

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

| CADRE A | | | | ÉTAT DES CRÉANCES | | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'un an 3 | |
|---|--|---|--|-------------------|---|---|-------------------|-------------------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|--|
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | | | UL | | UM | | UN | | | | |
| | Prêts (1) (2) | | | UP | | UR | | US | | | | |
| | Autres immobilisations financières | | | UT | 44 988 | UV | | UW | | 44 988 | | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Clients douteux ou litigieux | | | VA | 6 382 | | 6 382 | | | | | |
| | Autres créances clients | | | UX | 1 621 925 | | 1 621 925 | | | | | |
| | Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie* (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO) | | | Z1 | | | | | | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | | UY | 300 | | 300 | | | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | UZ | | | | | | | | |
| | État et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | | VM | | | | | | | | |
| | | Taxe sur la valeur ajoutée | | VB | 91 231 | | 91 231 | | | | | |
| | | Autres impôts, taxes et versements assimilés | | VN | 213 958 | | 213 958 | | | | | |
| | | Divers | | VP | 59 | | 59 | | | | | |
| | Groupe et associés (2) | | | VC | | | | | | | | |
| Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres) | | | VR | 27 644 | | 27 644 | | | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | VS | 19 468 | | 19 468 | | | | | | |
| TOTAUX | | | VT | 2 025 954 | VU | 1 980 967 | VV | 44 988 | | | | |
| RENVOLS | (1) | Montant | - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice | VD | | | | | | | | |
| | | des | | VE | | | | | | | | |
| | (2) | Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | VF | | | | | | | | |
| CADRE B | | ÉTAT DES DETTES | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'1 an et 5 ans au plus 3 | | A plus de 5 ans 4 | | |
| Emprunts obligatoires convertibles (1) | | 7Y | | | | | | | | | | |
| Autres emprunts obligatoires (1) | | 7Z | | | | | | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | à 1 an maximum à l'origine | | VG | | | | | | | | | |
| | à plus d'1 an à l'origine | | VH | 406 808 | | 278 994 | | 127 814 | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | 8A | | | | | | | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 8B | 781 350 | | 781 350 | | | | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | 8C | 614 942 | | 614 942 | | | | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | 8D | 229 749 | | 229 749 | | | | | | | |
| Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | | 8E | 105 468 | | 105 468 | | | | | | |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | | VW | 445 264 | | 445 264 | | | | | | |
| | Obligations cautionnées | | VX | | | | | | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | | VQ | 70 741 | | 70 741 | | | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 8J | 7 716 | | 7 716 | | | | | | | |
| Groupe et associés (2) | | VI | | | | | | | | | | |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres) | | 8K | 4 482 | | 4 482 | | | | | | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie * | | Z2 | | | | | | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | 8L | | | | | | | | | | |
| TOTAUX | | VY | 2 666 520 | VZ | 2 538 706 | | 127 814 | | | | | |
| RENVOLS | (1) | Emprunts souscrits en cours d'exercice | VJ | 136 500 | (2) | Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques | | VL | | | | |
| | | Emprunts remboursés en cours d'exercice | VK | 483 766 | * Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|-------|---|--|---------|
| Désignation de l'entreprise : SAS LE RAY TRANSPORT ET L | | Formulaire déposé au titre de l'IR (cocher la case ci-contre) | | ET | <input type="checkbox"/> | Néant | <input type="checkbox"/> | * Exercice N, clos le : 31/12/2021 | |
| I. RÉINTÉGRATIONS | | | | | | | | BÉNÉFICE COMPTABLE DE L' EXERCICE | |
| | | | | | | | | WA | 284 296 |
| Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR) | | | | | | | | WB | |
| Charges non admises en déduction du résultat fiscal | Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous) | | WD | Amortissements excédentaires (art. 39-4 du CGI) et autres amortissements non déductibles | | WE | 4 672 | | |
| | Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.) | | WF | Taxe sur les voitures de sociétés (entreprises à l' IS) | | WG | 512 | | |
| | Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option | | RA | (Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D du CGI) | | RB | | | |
| | Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III) | | WI | 57 734 | | XX | Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS) | | |
| | Amendes et pénalités | | WJ | 690 | | XZ | Charges financières (art. 39-1-3° et 212 bis du CGI) * | | |
| | Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI * | | | | | | | | XY |
| Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice n°2032-NOT-SD) | | | | | | | | I7 | 123 636 |
| Quote-part Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE | | WL | Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI | | L7 | | | | |
| Régimes particuliers / impositions différées | | | | | | | | | |
| Moins-values nettes à long terme { - imposées aux taux de 15 % ou de 19 % (12.80 % pour les entreprises à l'IR) - imposées aux taux à 0 % | | | | | | | | I8 | |
| Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* { - Plus-values nettes à court terme - Plus-values soumises au régime des fusions | | | | | | | | ZN | |
| Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC* (entreprises à l' IS) | | | | | | | | WO | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | | | | | | | | XR | |
| Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT * | | Intérêts excédentaires (art. 39-1-3e et 212 du C.G.I.) | | SU | Zones d'entreprises* (activité exonérée) | | SW | 1 500 | |
| | | | | | Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro | | M8 | | |
| Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage | | | | | | | | WQ | |
| Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | Y6 | |
| | | | | | | | | Y7 | |
| | | | | | | | | Y8 | |
| | | | | | | | | Y9 | |
| | | | | | | | | Y0 | |
| | | | | | | | | Y1 | |
| | | | | | | | | Y2 | |
| | | | | | | | | Y3 | |
| | | | | | | | | Y4 | |
| | | | | | | | | Y5 | |
| | | | | | | | | | |

| | | | | |
|---|--------|-------------------------|---|-------------------------|
| Désignation de l'entreprise <u>SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE</u> | | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| I. SUIVI DES DÉFICITS | | | | |
| Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1) | | | K4 | |
| Déficits transférés de plein droit (art. 209-II-2 du CGI) | K4 bis | | Nombre d'opérations sur l'exercice ⁽²⁾ | K4 ter |
| Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A-SD) | | | K5 | |
| Déficits reportables (différence K4 + K4bis - K5) | | | K6 | |
| Déficit de l'exercice (tableau 2058-A-SD, ligne XO) | | | YJ | |
| Total des déficits restant à reporter (différence K6 + YJ) | | | YK | |
| II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES | | | | |
| Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1.1e bis A1. 1er du CGI, dotations de l'exercice | | | ZT | 377 584 |
| III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT | | | | |
| (à détailler, sur feuillet séparé) | | Dotations de l'exercice | | Reprises sur l'exercice |
| Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. le bis A1. 2 du CGI * | | ZV | | ZW |
| Provisions pour risques et charges * | | | | |
| | | 8X | | 8Y |
| | | 8Z | | 9A |
| | | 9B | | 9C |
| Provisions pour dépréciation * | | | | |
| | | 9D | | 9E |
| | | 9F | | 9G |
| | | 9H | | 9J |
| Charges à payer | | | | |
| Participation des salariés | | 9K | 57 734 | 9L |
| | | 9M | | 9N |
| | | 9P | | 9R |
| | | 9S | | 9T |
| TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A-SD : | | YN | 57 734 | YO |
| | | | ↓ ligne WI | ↓ ligne WU |

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)

| Montant de la réintégration ou de la déduction | Montant au début de l'exercice | | Imputations | Montant net à la fin de l'exercice |
|--|--------------------------------|--|-------------|------------------------------------|
| | L1 | | | |
| | | | | |

* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

(1) Cette case comprend au montant porté sur la lignes YK du tableau 2058-B-SD déposé au titre de l'exercice précédent.

(2) Indiquer, sur un feuillet séparé, l'identification, opération par opération, du nom de la société (et son n° siren) dont proviennent les déficits et le montant du transfert.

| | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|----|----|--|--------------|---|-------------------|----|-----------|----------------------------------|--|
| Désignation de l'entreprise <u>SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE</u> | | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| ORIGINES | Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie | | | ØC | | AFFECTATIONS | Affectations aux réserves | | ZB | 65 848 | | |
| | Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie | | | ØD | 65 848 | | - Réserves légales - Autres réserves | | | | ZD | |
| | Prélèvements sur les réserves | | | ØE | | | Dividendes | | ZE | | | |
| | TOTAL I | | | ØF | 65 848 | | Autres répartitions | | ZF | | | |
| | | | | | Report à nouveau | | ZG | | | | | |
| | | | | | (NB : le total I doit être égal au total II) | | ZH | 65 848 | | | | |
| RENSEIGNEMENTS DIVERS | | | | | | | | | | | Exercice N : | |
| ENGAGEMENTS | - Engagements de crédit-bail mobilier (Préciser le prix de revient des biens pris en crédit bail) | | | | | J7 | | | YQ | | | |
| | - Engagements de crédit-bail immobilier | | | | | | | | YR | | | |
| | - Effets portés à l'escompte et non échus | | | | | | | | YS | | | |
| DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNÉS | - Sous-traitance | | | | | | | | YT | 1 293 148 | | |
| | - Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois) | | | | | J8 | 1 875 420 | | XQ | 1 928 011 | | |
| | - Personnel extérieur à l'entreprise | | | | | | | | YU | 265 917 | | |
| | - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions) | | | | | | | | SS | 66 406 | | |
| | - Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages | | | | | | | | YV | | | |
| | - Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles) | | | | | ES | 4 830 | | ST | 1 417 549 | | |
| | Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052-SD | | | | | | | | ZJ | 4 971 032 | | |
| | - Taxe professionnelle *, CFE, CVAE | | | | | | | | YW | 110 279 | | |
| IMPÔTS ET TAXES | - Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers) | | | | | ZS | | | 9Z | 105 853 | | |
| | Total du compte correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052-SD | | | | | | | | YX | 216 132 | | |
| | | | | | | | | | YY | 2 489 810 | | |
| T.V.A. | - Montant de la T.V.A. collectée | | | | | | | | YZ | 1 562 458 | | |
| | - Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations | | | | | | | | ØB | 2 624 875 | | |
| DIVERS | - Montant brut des salaires (cf. la dernière déclaration sociale nominative DSN au titre 2021) | | | | | | | | ØS | | | |
| | - Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition * | | | | | | | | ZK | % | | |
| | - Numéro de centre agréé * | | | XP | | | | | ZR | | | |
| | - Filiales et participations : (Liste au tableau 2059-G-SD prévu à l'art. 38 II de l'annexe III au CGI) | | | | | | | | | | | |
| | - Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice | | | | | | | | RG | | | |
| - Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI | | | | | | | | RH | | | | |
| RÉGIME DE GROUPE * | Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe. | | JA | | Plus-values à 15 % | JK | | Plus-values à 0 % | JL | | | |
| | | | | | Plus-values à 19 % | JM | | Imputations | JC | | | |
| | Groupe : résultat d'ensemble. | | JD | | Plus-values à 15 % | JN | | Plus-values à 0 % | JO | | | |
| | | | | | Plus-values à 19 % | JP | | Imputations | JF | | | |
| Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale | | | JH | | N° SIRET de la société mère du groupe | | JJ | | | | | |

*Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

| | | | | | | | |
|---|---|--|---|---|-------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| Désignation de l'entreprise : <u>SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE</u> | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE | | | | | | | |
| Nature et date d'acquisition des éléments cédés* | | Valeur d'origine* | Valeur nette réévaluée* | Amortissements pratiqués en franchise d'impôt | Autres amortissements * | Valeur résiduelle | |
| ① | | ② | ③ | ④ | ⑤ | ⑥ | |
| I. Immobilisations* | 1 | Licences siège | 284 | 284 | | | |
| | 2 | Inst. Tech mat. Out. Plol | 6 200 | 6 200 | | | |
| | 3 | Inst. G. Agen. Amé. Sièg | 6 826 | 6 826 | | | |
| | 4 | Inst. G. Agen. Amé. Cha | 29 597 | 16 863 | | 12 734 | |
| | 5 | Matériel tpt TRACTEU | 1 020 380 | 650 494 | | 369 886 | |
| | 6 | Matériel tpt SEMI-REM | 17 448 | 17 448 | | | |
| | 7 | Matériel tpt Véhicules lé | 59 581 | | | 59 581 | |
| | 8 | Mat. Bur. Inform. Siège | 6 359 | 6 359 | | | |
| | 9 | Mat. Bur. Inform. NOY | 1 261 | 1 261 | | | |
| | 10 | | | | | | |
| | 11 | | | | | | |
| | 12 | | | | | | |
| B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES | | | Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées * | | | | |
| Prix de vente | | Montant global de la plus-value ou de la moins-value | Court terme | Long terme ⑩ | | | Plus-values taxables à 19 % (1) |
| ⑦ | | ⑧ | ⑨ | 19 % | 15 % ou 12,8 % | 0 % | ⑪ |
| I. Immobilisations * | 1 | | | | | | |
| | 2 | | | | | | |
| | 3 | | | | | | |
| | 4 | 31 128 | 18 394 | 18 394 | | | |
| | 5 | 416 500 | 46 614 | 46 614 | | | |
| | 6 | | | | | | |
| | 7 | 59 581 | | | | | |
| | 8 | | | | | | |
| | 9 | | | | | | |
| | 10 | | | | | | |
| | 11 | | | | | | |
| | 12 | | | | | | |
| II. Autres éléments | 13 | Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés | + | | | | |
| | 14 | Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés | + | | | | |
| | 15 | Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale | + | | | | |
| | 16 | Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée | + | | | | |
| | 18 | Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice | | | | | |
| | 19 | Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme | | | | | |
| | 20 | Divers (détail à donner sur une note annexe)* | | | | | |
| | | Cadre A : Plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑨ | | 65 008 | | | |
| | Cadre B : Plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑩ | | (A) | (B) avec une ventilation par taux | | (C) | |
| | Cadre C : autres plus-values taxable à 19 % ⑪ | | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n°2032-NOT-SD
 (1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Désignation de l'entreprise : SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE Néant *

| | |
|--|--|
| Rappel de la plus-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ¹ ou 12,80 % ² | |
| Gains nets retirés de la cession de titre de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art 219 I a <i>sexies-0 bis</i> du CGI) ¹ | |
| Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a <i>sexies-0</i> du CGI) ¹ | |

- ¹ Entreprises soumises à l'IS
- ² Entreprises soumises à l'IR

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

| Origine ¹ | Moins-values à 12,80 % ² | Imputation sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,80 % ³ | Solde des moins-values à 12,80 % ⁴ |
|--|-------------------------------------|---|---|
| Moins-values nettes N | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montant restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | |
| | N-2 | | |
| | N-3 | | |
| | N-4 | | |
| | N-5 | | |
| | N-6 | | |
| | N-7 | | |
| | N-8 | | |
| | N-9 | | |
| | N-10 | | |

II - SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

| Origine ¹ | Moins values | | Imputations sur les plus-values à long terme | Imputations sur le résultat de l'exercice ⁵ | Solde des moins-values à reporter col. ⁶ = ² + ³ - ⁴ - ⁵ |
|---|-------------------------------|--|--|--|---|
| | À 19 % ou à 15 % ² | À 19 % ou 15 % imposables sur le résultat de l'exercice ³ | À 15 % ou 19 % ⁴ | | |
| Moins-values nettes N | | | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | | | |
| | N-2 | | | | |
| | N-3 | | | | |
| | N-4 | | | | |
| | N-5 | | | | |
| | N-6 | | | | |
| | N-7 | | | | |
| | N-8 | | | | |
| | N-9 | | | | |
| | N-10 | | | | |

Copyright Groupe ISA (2022) ISACOMPTA

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

RÉSERVE SPÉCIALE DES PLUS-VALUES À LONG TERME
RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS
Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

| | | | | | | |
|---|---|--|---|---|---------------|--------------|
| Désignation de l'entreprise : SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE | | Néant <input checked="" type="checkbox"/> * | | | | |
| I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ À L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N | | | | | | |
| | | Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme | | | | |
| | | taxées à 10% | taxées à 15% | taxées à 18% | taxées à 19 % | taxées à 25% |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1) | | 1 | | | | |
| Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice | | 2 | | | | |
| TOTAL (lignes 1 et 2) | | 3 | | | | |
| Prélèvements opérés | - donnant lieu à complément d'IS | 4 | | | | |
| | - ne donnant pas lieu à complément d'IS | 5 | | | | |
| TOTAL (lignes 4 et 5) | | 6 | | | | |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6) | | 7 | | | | |
| II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS *(5e, 6e, 7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI) | | | | | | |
| Montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ① | Réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ② | montants prélevés sur la réserve | | montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤ | | |
| | | donnant lieu à complément d'impôt ③ | ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④ | | | |
| | | | | | | |

* des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)



Formulaire obligatoire (art. 38 de l'ann. III au CG)

(1)

Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE

31/12/2021

N° SIRET

3 4 8 9 4 9 1 7 3 0 0 0 3 6

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE

ADRESSE (voie)

5 RUE EDOUARD BRANLY

CODE POSTAL

56800

VILLE

PLOERMEL

Nombre total d'associés ou d'actionnaires personnes morales de l'entreprise

P1

1

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P3

26394

Nombre total d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de l'entreprise

P2

6

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P4

6

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique

SAS

Dénomination

STMB

N° SIREN (si société établie en France)

439524125

% de détention

99.9800

Nb de parts ou actions

26 394.00

Adresse :

N°

Voie

Megadais Route Nationale 12

Code Postal

53500

Commune

SAINT-PIERRE-DES-LANDES

Pays

France

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Titre (2)

Nom patronymique

Prénom(s)

Nom marital

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance :

Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes du formulaire, veuillez utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Veuillez indiquer : "M" pour Monsieur, "MME" pour Madame

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)



(1)

Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

N° SIRET : 34894917300036

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE

ADRESSE (voie) 5 RUE EDOUARD BRANLY

CODE POSTAL 56800 VILLE PLOERMEL

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes du formulaire, veuillez utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice 2032-NOT-SD.

DÉTAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

| DÉTAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS | Exercice N | |
|---|-------------------------|------------------------|
| | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |
| Montant sur formulaire 2053 | 603 779 | 657 154 |
| Amendes et pénalités | 690 | |
| Subvention d'équipement virée au compte de résultat | | 8 408 |
| Reprise sur provision litige social | | 592 |
| Remboursement TVA étrangère | | 271 |
| Annulation dettes | | 48 960 |
| Total | 604 469 | 715 385 |

Déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement - Immobilisations

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

| Immobilisations | | | Déduction exceptionnelle en faveur de l'investissement | | | | | |
|------------------------------------|---------------------------|---------------------------------|--|--------------------------|-----------------|-----------------|---------------------|-------------------------|
| N° de compte N° d'ordre - Subd. | Libellé Dt. cession | Val. d'origine Dt. acquisit. | Durée Dt. d'amort. | Mt d'origine Taux DEI | Mt antérieur | Mt DEI début | Mt de l'exercice | Mt fin de l'exercice |
| 21500200 85 | Transpalette Fenwick | 5 000 01/04/16 | 5.00 01/04/16 | 2 000 40 | 1 896 | 104 | 104 | 0 |
| 21500200 86 | Chariot Fenwick | 29 500 18/04/16 | 5.00 01/04/16 | 11 800 40 | 11 187 | 613 | 613 | 0 |
| 21500200 87 | Transpalette Stockmann | 2 350 03/05/16 | 5.00 01/05/16 | 940 40 | 876 | 64 | 64 | 0 |
| 21500200 88 | Transpalette Stockmann | 2 200 13/10/16 | 5.00 01/10/16 | 880 40 | 748 | 132 | 132 | 0 |
| 21500900 110 | Transpalette T20 SP31G0 | 7 295 03/02/16 | 5.00 01/02/16 | 2 918 40 | 2 862 | 56 | 56 | 0 |
| 21500900 112 | Chariot Elévateur Fenwick | 26 250 27/04/16 | 5.00 01/04/16 | 10 500 40 | 9 955 | 545 | 545 | 0 |
| 21500900 113 | Transpalette Stockmann | 2 200 13/10/16 | 5.00 01/10/16 | 880 40 | 748 | 132 | 132 | 0 |
| 21501100 122 | Chariot Rétract R14 20G0 | 28 150 29/04/16 | 5.00 01/04/16 | 11 260 40 | 10 675 | 585 | 585 | 0 |
| 21501300 123 | Chariot élévateur Cesa | 31 500 03/05/16 | 5.00 01/05/16 | 12 600 40 | 11 739 | 861 | 861 | 0 |

Total des immobilisations à la DEI
Total des immobilisations hors cession à la DEI

| | | | | |
|---------------|---------------|--------------|--------------|----------|
| 53 778 | 50 686 | 3 092 | 3 092 | 0 |
| 53 778 | 50 686 | 3 092 | 3 092 | 0 |

RÉDUCTION D'IMPÔT MÉCÉNAT

(Article 238 bis du code général des impôts)

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021 ou année ¹

FICHE D'AIDE AU CALCUL

Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD constitue le support déclaratif de la réduction d'impôt mécénat.

| | | | | | |
|----------------------------------|--------------------------------|------------|--|-----------|--------|
| Dénomination de l'entreprise | LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE | | N° SIREN | 348949173 | |
| Chiffre d'affaires de l'exercice | 1 | 12 057 934 | Plafond de déductibilité (20 000 € ou ligne 1 x 5 %) ² | 2 | 60 290 |

I - DÉPENSES ENGAGÉES AU COURS DE L'EXERCICE OUVRANT DROIT À RÉDUCTION D'IMPÔT

| | | |
|--|----|-------|
| Versements effectués au profit d'œuvres ou organismes ³ | 3 | 1 500 |
| • Dont montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ⁴ | 3b | 900 |
| • Dont montant des dons au profit de la reconstruction de Notre-Dame de Paris | 3c | |
| • Dont montant versés aux fédérations ou unions d'organismes ayant pour objet exclusif de fédérer, d'organiser, de représenter et de promouvoir les organismes agréés en vue du financement des PME ⁵ | 3d | |
| • Dont dépenses inférieures ou égales au plafond (montant ligne 3 limité au montant ligne 2) | 4 | 1 500 |
| • Dont dépenses supérieures au plafond (ligne 3-ligne 4 si montant ligne 3 > montant ligne 2) | 5 | |
| Dépenses engagées en vue de l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants qui sont inscrites à un compte d'actif immobilisé (article 238 bis AB du CGI) | 6 | |
| Plafonnement des dépenses déductibles au titre de l'article 238 bis AB du CGI [(ligne 6 dans la limite des montants (ligne 2 - ligne 4)] | 7 | |

II - APPRECIATION DU MONTANT DES DÉPENSES ENGAGÉES AU COURS DE L'EXERCICE AU REGARD DU PLAFOND DE DÉDUCTIBILITÉ

| | | |
|---|---|--------|
| Plafond de déductibilité utilisé (ligne 4 + ligne 7) | 8 | 1 500 |
| Montant maximum des excédents de versement des exercices antérieurs pouvant être pris en compte (ligne 2 - ligne 8) | 9 | 58 790 |

1 Pour les entreprises individuelles.

2 Le plafond de 20 000 €, alternatif à celui de 5 % du chiffre d'affaires, s'applique aux versements effectués au cours des exercices clos à compter du 31 décembre 2020. Les entreprises peuvent appliquer le plafond de 20 000 € ou celui de 5 pour mille du chiffre d'affaires lorsque ce dernier montant est plus élevé.

3 Les entreprises qui effectuent au cours d'un exercice plus de 10 000 € de dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt déclarent à l'administration fiscale le montant et la date de ces dons et versements, l'identité des bénéficiaires ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens et services reçus, directement ou indirectement, en contrepartie. La transmission de ces informations s'effectue sur un tableau annexe du formulaire n° 2069-RCI-SD. L'obligation déclarative complémentaire ayant été intégrée à la déclaration n° 2069-RCI-SD, l'absence de dépôt de cette déclaration est sanctionnée par une amende fiscale prévue au second alinéa du 1 de l'article 1729 B du CGI.

4 Montant des dons et versements consentis à des organismes agréés dans les conditions prévues à l'article 1649 nonies du code général des impôts et dont le siège est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Lorsque ces dons et versements ont été effectués au profit d'un organisme non agréé et situé dans un État précédemment cité, la réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise, sauf lorsqu'il est produit dans le délai de dépôt de la déclaration les pièces justificatives attestant que cet organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France. Pour les entreprises à l'impôt sur les sociétés : reporter le montant des dons consentis à ces organismes sur le relevé de solde n° 2572-SD.

5 Les dons et versements effectués au cours des exercices clos à compter du 31 décembre 2021 au profit des fédérations ou unions d'organismes visés au 4 de l'article 238 bis du CGI ouvrent droit au bénéfice de la réduction d'impôt sous réserve qu'elles présentent une gestion désintéressée et réalisent exclusivement des prestations non rémunérées au bénéfice de leurs membres.

III - PRISE EN COMPTE DES VERSEMENTS EFFECTUÉS AU TITRE D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET REPORTABLES

Ce tableau est servi uniquement si l'entreprise dispose d'excédents de versement constatés au cours d'exercices antérieurs et si au cours de l'exercice considéré, la somme des versements effectués au titre des articles 238 bis et 238 bis AB du CGI est inférieure au plafond de prise en compte des versements.

| | Totalité des excédents de versements constatés au cours des exercices précédents imputables 7 1 | Limite de prise en compte des excédents de versements constatés au cours des exercices précédents 8 2 | Excédents imputés 9 3 | | Excédents restant à imputer 10 (colonne 1 - colonne 3) 4 |
|-----|---|---|-----------------------------|-------|---|
| N-5 | | A | 10 | | |
| N-4 | | B (A -10) | 11 | | |
| N-3 | | C (B -11) | 12 | | |
| N-2 | | D (C -12) | 13 | | |
| N-1 | | E (D -13) | 14 | | |
| | | | 15 | Total | |

IV - DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA REDUCTION D'IMPÔT

| | | |
|--|----|-------|
| Dépenses inférieures ou égales au plafond de prise en compte des versements (reporter ligne 4) | 16 | 1 500 |
| • Dont fraction des versements inférieure ou égale à 2 millions d'euros | 17 | 1 500 |
| • Dont fraction des versements supérieure à 2 millions d'euros | 18 | |
| • Dont fraction des versements ouvrant droit à une réduction au taux de 60 % sans application du seuil de 2 millions d'euros 11 | 19 | |
| Excédents des années antérieures imputés (reporter ligne 15) | 20 | |
| • Dont excédents des années antérieures ouvrant droit à une réduction de 60 % 12 | 21 | |
| • Dont excédents des années antérieures ouvrant droit à une réduction de 40 % | 22 | |
| Réduction d'impôt de l'exercice 13 [ligne 17 + ligne 19 + ligne 21] x 60 % + [ligne 18 + ligne 22] x 40 % | 23 | 900 |

Entreprises individuelles : les montants déterminés lignes 3b, 3c et 23 doivent être reportés sur la déclaration n° 2069-RCI-SD et celui déterminé ligne 32 sur la déclaration n° 2042-C-PRO.

Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés : les montants déterminés lignes 3b, 3c et 23 doivent être reportés sur la déclaration n° 2069-RCI-SD et ceux déterminés lignes 3b et 23 sur le relevé de solde n° 2572-SD

V - RÉPARTITION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS DE LA SOCIÉTÉ DE PERSONNES (OU ASSIMILÉE)¹⁴

| Nom et adresse des associés et n° SIREN (pour les entreprises) | % de droits détenus dans la société | Quote-part de la réduction d'impôt |
|--|-------------------------------------|------------------------------------|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| TOTAL | | |

7 Reporter la totalité des excédents imputables y compris les montants supérieurs au plafond déterminé ligne 9.

8 Reporter case A, le montant de l'excédent imputable limité au montant porté ligne 9. Dans l'hypothèse où le montant porté dans la colonne 1 est inférieur au montant porté colonne 2, reporter sur les années suivantes dans la colonne 2 le reliquat de la limite de prise en compte des excédents.

9 Le montant d'excédents imputés est égal au montant de la colonne 1 dans la limite du montant de la colonne 2.

10 Ces montants seront reportés pour le calcul de la réduction d'impôt mécénat de l'année suivante.

11 Les montants versés au profit de certains organismes sans but lucratif définis à la deuxième phrase du 2 de l'article 238 bis du CGI ouvrent droit au taux de 60 % sans application du seuil de 2 millions d'euros. Ces montants ne doivent pas être pris en compte dans les versements portés ligne 17 et 18.

12 Le taux de réduction d'impôt applicable aux excédents de versements des années antérieures est le taux auxquels ils ont ouvert droit à la réduction d'impôt en application du premier alinéa du 2 de l'article 238 bis du CGI.

13 Montant à reporter sur la déclaration n° 2069-RCI-SD.

14 Seuls les associés personnes morales ou associés personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° bis du I de l'article 156 du CGI peuvent faire valoir leur part dans la réduction d'impôt. Le montant global déterminé est réparti entre tous les associés, mais seuls ceux cités ci-avant peuvent prétendre au bénéfice de cette réduction d'impôt. Dès lors, le total de la répartition entre les associés peut être différent du montant déterminé ligne 23.

VI - UTILISATION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT MÉCÉNAT (A SERVIR UNIQUEMENT PAR LES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS)

| | | |
|---|----|---------|
| Montant de l'impôt dû au titre de l'exercice avant imputation de la réduction d'impôt | 24 | 124 536 |
| Montant de la réduction d'impôt mécénat (<i>Report du montant porté ligne 23</i>) | 25 | 900 |
| Montant de l'impôt dû après imputation de la réduction d'impôt (<i>montant case 24 - montant case 25 si case 24 > case 25</i>) | 26 | 123 636 |
| Montant du solde de réduction d'impôt non imputée sur l'impôt (<i>montant case 25 - montant case 24 si case 25 > case 24</i>) | 27 | |

VII – SUIVI DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT POUR DÉTERMINER LE MONTANT À REPORTER SUR LA DÉCLARATION N° 2042-C-PRO

(à servir uniquement par les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu lorsque l'entrepreneur individuel ou l'associé de la société de personnes dispose de réductions d'impôt non imputées au titre des années antérieures)

SITUATION AU TITRE DE L'ANNÉE N-1

| | | |
|--|----|--|
| Montant de la réduction d'impôt déclarée sur la déclaration n° 2042-C-PRO de l'année N-1 ¹⁵ | 28 | |
| Montant de la réduction d'impôt utilisée en N-1 (<i>montant indiqué sur l'avis d'impôt sur le revenu de l'année N-1</i>) | 29 | |
| Montant de la réduction d'impôt non utilisée en N-1 (<i>ligne 28 - ligne 29</i>) | 30 | |

RÉPARTITION DE LA RÉDUCTION D'IMPÔT NON UTILISÉE EN N-1 SELON L'ANNÉE D'ORIGINE

| Année d'origine de la réduction d'impôt | Réduction d'impôt déclarée en N-1 selon son année d'origine 1 | Montant de la réduction d'impôt utilisée en N-1 ¹⁶ 2 | Montant de la réduction d'impôt restant à reporter sur l'année N ¹⁷ (colonne 1 - colonne 2) 3 |
|---|--|--|--|
| N-1 | | | |
| N-6 | | | |
| N-5 | | | |
| N-4 | | | |
| N-3 | | | |
| N-2 | | | |
| Total colonne 1 ¹⁸ | | TOTAL | 31 |
| Montant de la réduction d'impôt à déclarer sur la déclaration n° 2042-C-PRO de l'année (<i>montant ligne 23 + montant ligne 31</i>) ¹⁹ | | | 32 |

15 Le montant de la réduction d'impôt déclarée en N-1 correspond au montant de la réduction d'impôt déclarée en N-1 et aux montants des réductions d'impôt reportables au titre des années antérieures à N-1.

16 Reporter le montant indiqué ligne 29, en commençant par l'année N-1. Le reliquat éventuel est reporté sur les années antérieures en commençant par les années les plus anciennes.

17 Ce montant sera reporté en colonne 1 lors du calcul de ce suivi au titre de l'année suivante.

18 Le total de la colonne 1 doit être égal au montant indiqué ligne 28.

19 Ce montant sera à reporter à la ligne 28 pour le calcul de la réduction d'impôt mécénat de l'année suivante.

RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

Le formulaire récapitulatif des réductions et crédits d'impôt doit être transmis obligatoirement par voie électronique.

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|---|---|---|---|---|---|---|--------------------------------|---|---|--|
| Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021 ou Année : 2021 | | | | | | | | | | | | | |
| Dénomination de l'entreprise : SAS LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> | | | |
| SIREN de l'entreprise | | | 3 | 4 | 8 | 9 | 4 | 9 | 1 | 7 | 3 | PME au sens communautaire (Cocher la case) <input type="checkbox"/> | |
| Régime de l'intégration fiscale (article 223 A du CGI) : la société mère du groupe doit souscrire le formulaire n°2069-RCI-SD pour chacune des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration (article 49 septies Q de l'annexe III au CGI) | | | | | | | | | | | | | |
| Si vous êtes la société mère, cocher la case ci-contre <input type="checkbox"/> | | | | | | | | | | | | | |
| Dans ce cas, indiquer la dénomination, adresse et SIREN de la société du groupe pour laquelle les réductions et crédits d'impôt sont déclarés (y compris pour les crédits et réductions d'impôt de la société mère) | | | | | | | | | | | | | |
| Dénomination et adresse | | | | | | | | | | | | | |
| SIREN | | | | | | | | | | | | | |
| I - RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT NE DONNANT PAS LIEU AU DÉPÔT D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE (1) | | | | | | | | | | | | | |
| CRÉANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES | | | | | | | | | | | | | |
| Réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos (article 220 <i>undecies</i> A du CGI) cf n°2079-VLO-FC-SD | | | | | | | | | | | | | |
| Réduction d'impôt pour souscriptions en numéraire au capital des entreprises de presse (article 220 <i>undecies</i> du CGI) cf n°2079-RIP-FC-SD | | | | | | | | | | | | | |
| CRÉANCES REPORTABLES | | | | | | | | | | | | | |
| Réduction d'impôt en faveur du mécénat ² (article 238 <i>bis</i> du CGI) cf n°2069-M-FC-SD | | | | | | | | | | 900 | | | |
| Dont montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen. | | | | | | | | | | 900 | | | |
| Dont montant des dons au profit de la reconstruction de Notre-Dame de Paris | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Dont montants versés aux fédérations ou unions d'organismes ayant pour objet exclusif de fédérer, d'organiser, de représenter et de promouvoir les organismes agréés en vue du financement des PME</i> | | | | | | | | | | | | | |
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Montant total (ligne 1 x 9% ³) + (ligne 2 x 9% ³) x 10/90 + ligne 3) (article 244 <i>quater</i> C du CGI) cf n°2079-CICE-FC-SD | | | | | | | | | | | | | |
| dont montant préfinancé | | | | | | | | | | | | | |
| Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2.5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt hors rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte | | | | | | | | 1 | | | | | |
| Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte, des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévues à l'article L. 3141-32 du code du travail. | | | | | | | | 2 | | | | | |
| Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés | | | | | | | | 3 | | | | | |
| CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE OU DE L'ANNÉE | | | | | | | | | | | | | |
| Crédit d'impôt formation des dirigeants d'entreprise (article 244 <i>quater</i> M du CGI) cf n°2079-FCE-FC-SD | | | | | | | | | | | | | |
| Crédit d'impôt pour le rachat d'une entreprise par ses salariés (article 220 <i>nonies</i> du CGI) cf n°2079-RS-FC-SD | | | | | | | | | | | | | |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques (article 220 <i>sexies</i> du CGI) cf n°2069-CI-FC-SD | | | | | | | | | | | | | |

¹ Les déclarations spéciales des réductions et crédits d'impôt figurants au I ont été supprimées. Le formulaire n°2069-RCI-SD constitue le seul support déclaratif de ces réductions et crédits d'impôt.

² Si le montant des dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt en faveur du mécénat est supérieur à 10 000 € au cours de l'exercice, remplir le tableau III en annexe.

³ A partir du 1er janvier 2019, le CICE s'applique aux rémunérations n'excédant pas 2,5 fois le SMIC versées à des salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte. Le taux est de 9%.

| | |
|--|--|
| Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres audiovisuelles (article 220 <i>sexies</i> du CGI) cf n°2079-AV-FC-SD | |
| Crédit d'impôt pour dépenses de création audiovisuelle et cinématographique, redevances versées aux organismes de gestion collective et rémunérations versées directement aux auteurs (article 220 <i>sexies</i> A du CGI) cf n°2079-CAC-FC-SD | |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production de films et d'oeuvres audiovisuelles étrangers (article 220 <i>quaterdecies</i> du CGI) cf n°2079-CINT-FC-SD | |
| Crédit d'impôt en faveur des entreprises de spectacles vivants musicaux ou de variétés (article 220 <i>quindecies</i> du CGI) cf 2079-SV-FC-SD | |
| Crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'oeuvres dramatiques (articles 220 <i>sexdecies</i> du CGI) cf 2079-RT-FC-SD | |
| Crédit d'impôt en faveur des bailleurs pour abandon de loyers commerciaux (article 20 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) | |
| Crédit d'impôt en faveur des PME pour rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire (art. 27 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) | |
| Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles qui n'utilisent pas de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate (article 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) | |
| Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles disposant d'une certification d'exploitation à haute valeur environnementale (article 151 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) | |
| II - CRÉDITS D'IMPÔT AVEC DÉPÔT OBLIGATOIRE D'UNE DÉCLARATION SPÉCIALE ⁴ | |
| CRÉANCES NON REPORTABLES ET NON RESTITUABLES | |
| Crédits d'impôt afférents aux valeurs mobilières (article 136 du CGI) | |
| CRÉANCES REPORTABLES | |
| Crédit d'impôt pour investissement en Corse (article 244 <i>quater</i> E du CGI) cf n°2069-D-SD | |
| Crédit d'impôt en faveur de la recherche (article 244 <i>quater</i> du CGI) cf n°2069-A-SD | |
| dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses exposées dans des exploitations situées dans les DOM | |
| CRÉANCES NON REPORTABLES ET RESTITUABLES AU TITRE DE L'EXERCICE OU DE L'ANNÉE | |
| Crédit d'impôt famille (article 244 <i>quater</i> F du CGI) cf n°2069-FA-SD | |
| Crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique (article 244 <i>quater</i> L du CGI) cf n°2079-BIO-SD | |
| Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques (article 220 <i>octies</i> du CGI) cf 2079-DIS-SD | |
| Crédit d'impôt en faveur des métiers d'art (article 244 <i>quater</i> O du CGI) cf n°2079-ART-SD | |
| Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo (article 220 <i>terdecies</i> du CGI) cf n°2079-VIDEO-SD | |
| Crédit d'impôt sur les avances remboursables pour travaux d'amélioration de la performance énergétique (article 244 <i>quater</i> U du CGI) cf 2078-B-SD | |
| Crédit d'impôt prêt à taux zéro renforcé (article 244 <i>quater</i> V du CGI) cf n°2078-F-SD | |
| Crédit d'impôt en faveur du remplacement temporaire de l'exploitant agricole (article 200 <i>undecies</i> du CGI) cf n°2079-RTA-SD | |
| Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur productif (article 244 <i>quater</i> W du CGI) cf n°2079-CIOP-SD | |
| Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur du logement social (article 244 <i>quater</i> X du CGI) cf n°2079-CIOL-SD | |

NOUVEAUTES

- Deux nouveaux crédits d'impôt, créés par la loi de finances pour 2021, sont intégrés à ce formulaire :
- le crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles dans le secteur des cultures permanentes sans glyphosate (art. 140 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) ;
- le crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles disposant d'une certification d'exploitation à haute valeur environnementale (art. 151 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021).
- Une nouvelle réduction d'impôt, créée par la loi de finances pour 2021 est intégrée à ce formulaire :
- la réduction d'impôt pour souscriptions en numéraire au capital des entreprises de presse (art. 147 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) qui s'applique au titre des exercices clos à compter du 31/12/2021.

⁴ Les crédits d'impôt figurant au II doivent faire l'objet d'une déclaration spéciale distincte de la déclaration n°2069-RCI-SD.

RAPPELS

- Trois nouveaux crédits d'impôt ont été créés par la loi de finances pour 2021 :

- le crédit d'impôt pour les bailleurs, personnes physiques domiciliées en France au sens de l'article 4 B du code général des impôts ou personnes morales au titre des abandons ou renoncations définitifs des loyers hors taxes et hors accessoires échus au titre du mois de novembre 2020, lorsqu'ils sont afférents à des locaux situés en France et consentis, au plus tard le 31 décembre 2021, au profit d'entreprises locataires (art. 20 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) ;
- le crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques (art. 220 sexdecies du CGI) au titre des dépenses de création, d'exploitation et de numérisation de représentations théâtrales d'œuvres dramatiques qui s'applique aux demandes d'agrément provisoire déposées à compter du 1er janvier 2021 (art. 22 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) ;
- le crédit d'impôt en faveur des petites et moyennes entreprises au titre des dépenses engagées entre le 1er octobre 2020 et le 31 décembre 2021 pour la rénovation énergétique des bâtiments ou parties de bâtiments à usage tertiaire dont elles sont propriétaires ou locataires et qu'elles affectent à l'exercice de leur activité industrielle, commerciale, artisanale, libérale ou agricole (art. 27 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021).

INFORMATIONS

Certaines données du formulaire sont susceptibles d'être transmises à la Commission européenne dans le cadre de la transparence des aides d'État :

- case "Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi" ;
- case « Crédit d'impôt pour le rachat d'une entreprise par ses salariés » ;
- case « Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres cinématographiques (article 220 sexies du CGI) ;
- case « Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres audiovisuelles (article 220 sexies du CGI) ;
- case « Crédit d'impôt pour dépenses de création audiovisuelle et cinématographique, redevances versées aux organismes de gestion collective et rémunérations versées directement aux auteurs (article 220 sexies A du CGI) ;
- case « Crédit d'impôt pour dépenses de production de films et d'œuvres audiovisuelles étrangers (article 220 quaterdecies du CGI) ;
- case « Crédit d'impôt en faveur des entreprises de spectacles vivants musicaux ou de variétés (article 220 quindecies du CGI) ;
- case « Crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques (article 220 sexdecies du CGI) ;
- case « Crédit d'impôt en faveur des bailleurs pour abandon de loyers commerciaux (article 20 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021) » ;
- case « Crédit d'impôt pour investissement en Corse (article 244 quater E du CGI) » ;
- case "dont crédit d'impôt pour les dépenses exposées dans des exploitations situées dans les DOM"(article 244 quater B du CGI);
- case « Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques (article 220 octies du CGI) » ;
- case « Crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo (article 220 terdecies du CGI) » ;
- case "crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur productif"(article 244 quater W du CGI) ;
- case « Crédit d'impôt pour investissements outre-mer dans le secteur du logement social (article 244 quater X du CGI) ».

11 JAN. 2022

Banque de France
Service des Entreprises

LE RAY SAS

301086 2753 1365
C90 1/ 1 3



Référence du courrier :
COTEJ/348949173

LE RAY TRANSPORT ET LOGISTIQUE
M AMBROISE THIERRY
ZI DU BOIS VERT
5 RUE EDOUARD BRANLY
56800 PLOERMEL

Conformément au règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et à la loi n° 78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation et d'opposition aux données à caractère personnel vous concernant contenues dans Fiben. Vous pouvez exercer vos droits en vous rendant dans une unité de la Banque de France ou en adressant votre demande à l'adresse postale ou électronique précisée ci-dessous. Vous pouvez aussi exercer votre droit d'accès sur le portail i-FIBEN si vous avez adhéré à ce service.

Vous disposez de la faculté de déposer une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

La Banque de France a désigné un délégué à la protection des données, dont les coordonnées sont : 1200-DPD-delegue-ut@banque-france.fr.

Le 03 janvier 2022

Monsieur,

La Banque de France recense un certain nombre d'informations concernant les entreprises et leurs dirigeants. Ces renseignements permettent notamment de réaliser des études sur la situation financière des entreprises françaises, de fournir des éléments d'analyse pour les opérations de refinancement des établissements de crédit auprès des Banques Centrales dans le cadre de l'Eurosystème, d'apprécier la qualité des créances portées par ces derniers sur les entreprises au regard des exigences prudentielles. A partir de ces informations la Banque de France attribue une cotation aux entreprises et un indicateur à leurs dirigeants. La cotation peut ainsi s'appuyer sur l'analyse des documents comptables d'une entreprise, si celle-ci réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à 750 K€ (sauf cas spécifique des holdings).

D'une manière générale, la cotation attribuée par la Banque de France a pour objectif d'exprimer d'une façon synthétique le risque de crédit présenté par une entreprise. **Elle exprime sa capacité à honorer l'ensemble de ses engagements financiers sur un horizon de 3 ans.** Elle est composée d'une cote d'activité et d'une cote de crédit. Leur signification est consultable dans le flashcode ci-après, sur notre site internet: <https://entreprises.banque-france.fr/info>, ou sur simple demande à l'adresse précisée ci-dessous.

A la suite du dernier examen de la situation de votre entreprise, nous vous informons que nous lui avons attribué **la cotation F3+**.

Le cas échéant, cette cotation tient compte de la situation de l'entreprise et de son degré d'intégration dans le groupe auquel elle appartient. Dans ce cas, la cotation est susceptible d'être révisée au vu de la situation de l'entité consolidante, notamment à la suite de l'analyse de ses derniers comptes consolidés.

Votre chargé de dossier se tient à votre disposition pour organiser si besoin un entretien au cours duquel vous pourrez obtenir toutes les explications que vous souhaitez.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La cotation -
Indicateur dirigeant



Le Directeur,
Jean-Luc CHAUSSIVERT

Ref : CoteJsr0



DOSSIER DE DEMANDE
D'ENREGISTREMENT

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PJ n°6
CONFORMITE A L'ARRETE 1510 DU
11/04/17 MODIFIE

LE RAY
TRANSPORTS &
LOGISTIQUE

ZI Lande du Moulin,
56800 Ploërmel, France

Affaire 20-048-V1/AG/Octobre 2022

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| Chapitre /Alinéa | Intitulé | Enoncé | Document/Justificatif | Actions/Mesures mises en place | Conformité |
|------------------|-------------------------------|--|-----------------------|--|--------------------|
| 1 | Dispositions générales | | | | |
| 1.1 | Conformité de l'installation | L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation. | | L'installation sera exploitée conformément au présent dossier d'enregistrement. | C |
| 1.2 | Contenu du dossier | <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>« Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p>« 1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers »</p> <p>« Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux</p> | | <p>L'exploitant sur le site disposera d'un dossier ICPE contenant les éléments ci-contre. Ils seront disponibles pour l'administration en cas de besoin.</p> <p>Non concerné</p> | <p>C</p> <p>SO</p> |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|-----|-----------------------------|--|--|---|---|
| | | conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne. » | | | |
| 1.3 | Intégration dans le paysage | <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.</p> | | <p>Les abords du site seront convenablement entretenus (pelouses, arbres).</p> <p>Les parkings sont maintenus en bon état et nettoyés régulièrement.</p> | C |
| 1.4 | Etat des matières stockées | <p>« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un</p> | | <p>Un état des stocks conforme sera mis en place sur le site. Il pourra être transmis aux autorités sur demande ou en cas d'incendie.</p> <p>Les FDS seront disponibles sur site en version papier ou informatique.</p> | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|---|--|--|--|
| | <p>classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> | | | |
|--|---|--|--|--|



Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|-----|--------------------------------|--|--|--|---|
| | | <p>« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>« II. Dispositions applicables aux installations à déclaration :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.</p> <p>« L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.</p> <p>« Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »</p> | | | |
| 1.5 | Dispositions en cas d'incendie | <p>En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.</p> <p>« En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant. »</p> | | En cas de sinistre, l'exploitant s'engage à réaliser un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire (prélèvements dans l'air, dans les sols, points d'eau environnants). | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|-------|---|---|-----------------------------|---|-----------------|
| 1.6.1 | Eau Plan des réseaux | <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de Disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <p>« Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> | Voir PJ n°3 – Plan des 35 m | <p>Les différents réseaux d'eau rencontrés sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le réseau d'eau potable alimentant les différents postes de consommation d'eau et de défense incendie, - Le réseau des eaux usées domestiques (locaux sanitaires), - Les réseaux de collecte des eaux pluviales de toitures et voiries. <p>Ces plans seront mis à jour suite à la construction du site, puis mis à la disposition du SDIS et dans le PDI.</p> | C |
| 1.6.2 | Eau Entretien et surveillance | <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> | | <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables et étanches. Le site ne rejettera pas de produits pouvant avoir un impact physique ou chimique sur les canalisations.</p> <p>Les réseaux seront suivis et contrôlés.</p> <p>Un disconnecteur est installé sur le réseau d'alimentation en eau.</p> <p>Le disconnecteur sera vérifié annuellement.</p> | C C C |
| 1.6.3 | Eau Caractéristiques générales de | Les effluents rejetés sont exempts : - de matières flottantes ; | | Les eaux pluviales de toiture seront directement rejetées dans le bassin étanche. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|-------|------------------------------|---|--|--|---|
| | l'ensemble des rejets | <ul style="list-style-type: none"> - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières décomposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. | La gestion des eaux est développée dans le Volume n°2 | <p>Les eaux pluviales de voirie seront épurées par un séparateur d'hydrocarbures (classe I) avant leur rejet dans le bassin étanche. Ce bassin sera équipé d'une vanne de barrage en sortie. Elle permettra la mise en rétention des eaux incendie. La vanne de barrage sera testée régulièrement.</p> <p>Il n'existera pas de mélange des eaux dites « propres » et « polluées », sauf en cas d'incendie.</p> <p>Ce système est similaire à celui prévu initialement.</p> | |
| 1.6.4 | Eau Eaux pluviales | <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> | Voir PJ n°3 – Plan des 35 m | | C |
| | | <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. | | <p>L'épuration des eaux par le séparateur d'hydrocarbures de classe I permettra le bon respect de ces normes.</p> <p>Des contrôles seront effectués.</p> | C |
| | | <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> | | <p>Le rejet du site s'effectuera dans un fossé.</p> <p>Le milieu récepteur est le lac au Duc, d'un volume de 3,7 millions de m³. Les rejets du site limités à 3 l/s/ha ne représenteront pas un débit significatif.</p> | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|-------|--|---|-----------------------------|---|---|
| | | En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte. | | Le rejet des eaux pluviales s'effectuera à un débit maximum de 3 l/s/ha, conformément au SAGE VILAINE. Une convention de rejet est en cours de mise en place avec l'exploitant du réseau. | C |
| 1.6.5 | Eau Eaux domestiques | Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site. | Voir PJ n°3 – Plan des 35 m | Les EU et les EP sont collectées de manière séparative. | C |
| 1.7.1 | Déchets Généralités | L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. | | Les déchets produits sur le site seront triés à la source et traités par des sociétés agréées. Les déchets produits sur site sont les suivants : - Déchets d'emballage : cartons, plastiques et papiers ; - Déchets bois (type palettes) ; - Déchets industriels banals : ordures ménagères ; - Déchets dangereux (notamment en cas de destruction de produits) : aérosols, boues des séparateurs d'hydrocarbures, objets souillés. Les déchets valorisables seront stockés en compacteur ou bennes. Les DIB (ordures ménagères) seront stockés dans des bennes couvertes. Sur le site, le personnel formé permettra d'orienter correctement les déchets en évitant les mélanges de résidus incompatibles. | C |
| 1.7.2 | Déchets Stockage des déchets | Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur gestion dans les filières adaptées, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. | | Les déchets seront stockés à l'abri des intempéries (bennes fermées ou abritées) et repris par des sociétés spécialisées. | C |
| | | Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques. | | Les éventuels déchets dangereux seront stockés selon leurs règles de compatibilité et sur rétention. | C |
| 1.7.3 | Déchets Gestion des déchets | Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. | | Un registre des déchets sera mis en place sur le site et consultable sur demande. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----------|--|---|--|---|---|
| | | Tout brûlage à l'air libre est interdit. | | | |
| 1.8.1 | Concerne les sites en Déclaration | | | | |
| 1.8.2 | | | | | |
| 1.8.3 | | | | | |
| 1.8.4 | | | | | |
| 1.8.5 | | | | | |
| 1.8.6 | | | | | |
| 2 | Règles d'implantation | <p>I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <p>« - des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m², cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. »</p> <p>- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ;</p> <p>- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises « et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt » conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²),</p> <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG « compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être</p> | <p>Les modélisations sont présentées dans le volume n°2</p> | <p>Le bâtiment sera équipé d'écrans thermiques en façades Ouest, Sud et Est. Cet aménagement permettra de maintenir les flux thermiques supérieurs à 5 kW/m² dans les limites de propriété du site.</p> <p>Les calculs des flux thermiques (Annexe n°2) ont été réalisés sur la base des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poutres R60 - Pannes R30 - Toiture métallique multicouches avec désenfumage à 2% de la surface - Structure R60 (R120 pour les parois CF 2h) - Mur séparatif REI 120 - Ecrans thermiques EI 120 en façades Ouest, Sud et Est. <p>Dans cette configuration, les effets strictement inférieurs à 5 kW/m² sortent des limites de site tout en respectant les restrictions imposées par le présent arrêté.</p> | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|---|--|--|----|
| | <p>stockées » (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées « à hauteur de cible » par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> | | | |
| | <p>II. Pour les installations soumises à déclaration, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont éloignées des limites du site d'a minima 1,5 fois la hauteur, sans être inférieures à 20 m, à moins qu'un dispositif séparatif E120 soit mis en place, et que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site.</p> | | Non concerné | SO |
| | <p>« III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>« La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>« Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <p>« - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;</p> <p>« - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux</p> | | Il n'est pas prévu de stockage extérieur. Cependant, si du stockage extérieur devait être mis en place, il serait éloigné du bâtiment d'au moins 10 m, sauf en cas de présence d'un mur EI 120. La distance minimale sera alors réduite à 1 m. | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----------|-----------------------|--|-----------------------------|--|------------------|
| | | dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m ² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt. « Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m ³ de matières ou produits combustibles et à 1 m ³ de matières, produits ou déchets inflammables. « A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté. » | | | |
| 3 | Accessibilité | « En cas de demande d'adaptation ou d'aménagement aux dispositions du 3 de la présente annexe sollicitée en application des articles 3, 4 ou 5 du présent arrêté, le préfet demande au préalable l'avis du service d'incendie et des secours. » | | Pour information | Pour information |
| 3.1 | Accessibilité au site | L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. | Voir PJ n°3 – Plan des 35 m | Le site possède une entrée unique pour les VL et les PL. Cet accès fait 8 m de large. | C |
| | | Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. | Voir PJ n°3 – Plan des 35 m | Les parking VL n'est pas disposé sur les voies de circulation. Les véhicules garés ne pourront donc pas entraver la circulation des services de secours. | C |
| | | « Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de | | Non concerné | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|-----|-----------------|---|-----------------------------|--|---|
| | | secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. | | | |
| | | « L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site. » | | Une consigne sera mise en place afin de permettre l'ouverture du portail à tout moment par les services de sécurité incendie ou par une personne tierce (télé-surveillance par exemple). | C |
| 3.2 | Voie « engins » | <p>Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente - inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins. | Voir PJ n°3 – Plan des 35 m | <p>La voirie engin fera 6 mètres de large minimum sur la totalité du périmètre du bâtiment.</p> <p>Les virages ont une surlargeur S-15/R.</p> <p>La voie résistera à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p> <p>La voirie est à moins de 60 mètres de tout point des bâtiments (30 m maximum).</p> <p>La voie engin permet un accès périphérique au bâtiment.</p> | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|-------|--|---|---|---|--|
| | | <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie " engins " est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p> | | | |
| 3.3.1 | Aires de stationnement Aires de mise en station des moyens aériens | <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ; - soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant. <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> | <p>Voir PJ n°3 – Plan des 35 m</p> <p>Voir PJ n°3 – Plan des 35 m</p> | <p>L'aire de mise en station des échelles sera accessible depuis la voie engin. Elle est située dans le prolongement du mur coupe-feu séparatif.</p> <p>Le bâtiment est conçu de manière à ce que les murs extérieurs s'effondrent vers l'intérieur du bâtiment.</p> <p>Les 2 cellules faisant moins de 50 m de long, une seule aire de mise en station des échelles sera mise en place. Elle sera disposée dans le prolongement Nord du mur séparatif coupe-feu.</p> <p>Les cellules auront une surface de moins de 3 000 m².</p> <p>Non concerné</p> | <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>SO</p> <p>SO</p> |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|---|------------------------------------|--|--------------------|
| | <p>« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens. »</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par « niveau » pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe. - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; - la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; | <p>Voir PJ n°3 – Plan des 35 m</p> | <p>L'aire de mise en station des échelles respectera les caractéristiques ci-contre.</p> <p>Non concerné</p> | <p>C</p> <p>SO</p> |
|--|---|------------------------------------|--|--------------------|

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|-------|---|---|--|---|---|
| | | - la cellule ne comporte pas de mezzanine. | | | |
| 3.3.2 | Aires de stationnement des engins | <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe. - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. | Ce point est développé dans le Volume n°2 | <p>Il est prévu l'installation sur le site de 3 réserves incendie souples de 120 m³.</p> <p>Chaque réserve incendie sera équipée d'une aire d'aspiration de 4*8 m. 1 canne d'aspiration sera associée à chaque aire. Ces cannes permettront un débit de pompage de 60 m³/h pendant 2 heure, soit pour 3 aires, 180 m³/h pendant 2 h.</p> <p>Chaque aire aura une pente contenue entre 2 et 7 %. Elles seront entretenues et maintenues dégagées. Les aires résisteront à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN.</p> <p>Le site comportera également 1 poteau incendie double privatif branché sur le réseau de la ZAC. Une aire de stationnement des engins sera réalisée au droit du poteau incendie. Cette aire aura également une dimension de 4*8 m.</p> <p>Le débit total disponible sur le site sera de 300 m³/h pendant 2 h.</p> | C |
| 3.4 | Accès aux issues et quais de déchargement | <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> | Voir Annexe n°1 – Plan niveau 0 | <p>Les chemins d'accès aux issues de secours par chemin stabilisé mesureront 1,8 m de large.</p> <p>2 accès de plain-pied sont prévus en façade Nord du bâtiment (côté quais), un par cellule. Ces accès plain-pied feront également office d'accès aux cellules de 1,8 m de large.</p> <p>1 issue de secours par façade du bâtiment aura également une largeur de 1,8 m :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 issue en partie Ouest de la cellule 1, - 1 issue en partie Sud de la cellule 1, | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|-----|---|--|---------------------------------|---|-------------------------------|
| | | <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. « Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables. »</p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p> | Voir Annexe n°1 – Plan niveau 0 | <p>- 1 issue en parti Est de la cellule 2.</p> <p>Non concerné</p> <p>Les portes de quais ainsi qu'une issue sont à proximité du mur séparatif.</p> <p>Non concerné</p> | <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> |
| 3.5 | Documents à disposition des services d'incendie et de secours | <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; <p>Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p> | | Les plans et consignes seront disponibles sur le site | C |
| 4 | Dispositions constructives | <p>« Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>« L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de</p> | | <p>Une étude de non-ruine en chaîne sera réalisée en phase de réalisation.</p> <p>L'exploitation se fera afin de permettre une bonne évacuation en cas d'incendie.</p> | <p>C</p> <p>C</p> |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|
| | | garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application. | | | |
| | | « L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées. » | | La structure du bâtiment sera réalisée en béton R60 avec panne R30. La structure sera REI 120 au droit du mur coupe-feu ou écran thermique coupe-feu 2 h. | C |
| | | Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie. | | Les façades extérieures seront réalisées en bardage double peau avec isolation laine de roche. Ces matériaux sont A2s1d0. L'écran thermique coupe-feu est, de fait, incombustible. | C |
| | | Les éléments de « support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur. | | La couverture du bâtiment sera constituée d'un bac acier. Les matériaux de support de la toiture seront A2s1d0. | C |
| | | <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure. | | L'isolant en toiture sera constitué par de la laine de roche et respectera la classe A2s1d0. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|--|--|---|----|
| | Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). | | La toiture sera constituée d'un bac acier avec une isolation laine de roche et d'une étanchéité membrane PVC ou bitume. | C |
| | Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0. | | Les matériaux d'éclairage seront de classe d0. | C |
| | Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60. | | Non concerné | SO |
| | Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloués par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2. | | Non concerné | SO |
| | Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). | | Non concerné | SO |
| | « A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de | | Les locaux sociaux seront situés en façade Nord-est de la cellule 2. Ils seront séparés de la cellule par un mur coupe-feu REI 120. Le mur séparatif coupe-feu n'étant pas prolongé jusqu'en sous-face de la toiture de la cellule de stockage, les bureaux posséderont une toiture REI 120. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|---|-------------|---|--|---|----|
| | | <p>la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.</p> <p>« Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>« En ce qui concerne les cellules et chambres frigorifiques, les conditions d'application de ce point sont précisées au point 27.1 de la présente annexe. »</p> | | | |
| 5 | Désenfumage | <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre «, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ». La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> | Voir Annexe n° 3 – Plan de désenfumage | <p>Les cellules seront divisées en plusieurs cantons de désenfumage. Ces cantons auront une surface maximum de 1 650 m² pour une longueur maximum de 60 m. Les écrans de cantonnement auront une hauteur minimum de 1 m et une tenue au feu de 15 minutes. Il est prévu une distance minimum de 0,5 m entre le stockage et les écrans de cantonnement.</p> | C |
| | | <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> | | <p>Des exutoires seront installés en toiture.</p> | C |
| | | <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> | | <p>La surface utile des exutoires sera supérieure ou égale à 2 % de la surface au sol canton par canton. Le détail du calcul est présenté dans le Volume 2.</p> | C |
| | | <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> | | <p>Absence de système d'extinction automatique d'incendie.</p> | SO |
| | | <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs</p> | | <p>Les exutoires de fumée seront installés à plus de 7 m des murs séparatifs. Ils posséderont une surface SUE de 4,08 m².</p> | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | Cellule 1 | Cellule 2 | |
|------------|--|--|---|----|
| | d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m. | Canton 1 : Surface = 1 469 m ² SUE minimum = 29,38 m ² | Canton 1 : Surface = 1 469 m ² SUE minimum = 29,38 m ² | |
| | La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. | Canton 2 : Surface = 1 478 m ² SUE minimum = 29,56 m ² | Canton 2 : Surface = 1 478 m ² SUE minimum = 29,56 m ² | C |
| | Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. | Cellule 1 : - 2 portes de quais : 2,7*3,5+2,7*3,3 m = 18,36 m ² , - 3 IS de 1,8*2*3 = 10,8 m ² - 1 IS de 0,9*2 = 1,8 m ² - TOTAL = 30,96 m ² | Cellule 2 : - 3 portes de quais 2*2,7*3,3+2,7*3,5 = 27,27 m ² , - 2 IS de 1,8*2*2 = 7,2 m ² - 1 IS de 0,9*2 = 1,8 m ² - TOTAL = 39,87 m ² | C |
| | En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public. | Les amenées d'air représentent une surface supérieures à 29,56 m ² Les amenées d'air seront donc suffisantes. | | |
| | Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert. | Non concerné | | SO |
| 5.1 | Désenfumage des locaux techniques | « Ce point concerne les locaux techniques présents à l'intérieur de l'entrepôt. | | SO |
| | | Non concerné | | SO |
| | | Il n'existe pas de local technique à l'intérieur de l'entrepôt. | | SO |



Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|---|--|--|--|
| | <p>présentant un risque incendie</p> <p>« Sont, a minima, considérés comme locaux techniques présentant un risque incendie : les ateliers d'entretien et de maintenance, la chaufferie, le local de charge électrique d'accumulateurs et les locaux électriques.</p> <p>« Ces locaux sont équipés en partie haute d'un système d'extraction mécanique ou de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>« En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.</p> <p>« Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>« Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers du local considéré.</p> <p>« Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>« Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>« Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021.</p> <p>»</p> | | | |
|--|---|--|--|--|

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|---|----------------|--|---|---|
| 6 | Compartmentage | L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. | Le bâtiment sera divisé en 2 cellules de moins de 3 000 m ² chacune. | C |
| | | Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m ³ , sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté. | D'après les éléments indiqués dans la simulation FLUMILOG, le bâtiment aura un stockage réel maximum de 19 000 m ³ de matières. | C |
| | | Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; » « - » les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. | Le mur séparatif sera REI 120. Les ouvertures effectuées dans la paroi séparative seront munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour cette paroi afin de préserver le caractère REI 120 de cette paroi. Un panneau sera apposé en façade pour indiquer le degré coupe-feu de ce mur. Les ouvertures seront associées à un système de fermeture automatique et auront un classement EI ₂ 120 C et de durabilité C2 pour les portes battantes le cas échéant. Le mur séparatif coupe-feu entre les cellules est prolongé perpendiculairement à la façade Nord sur une largeur de 0,50 m. L'autre façade est réalisée en écran thermique coupe-feu 2 h. | C |
| | | La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des | | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|---|-------------------------|---|-----------------------------|--|----|
| | | moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place. | Voir PJ n°3 – Plan des 35 m | La toiture sera recouverte d'une bande au minimum A2s1d1 sur 5 mètres de part et d'autre de la paroi séparative coupe-feu. Le mur séparatif dépassera d'un mètre en toiture | C |
| 7 | Dimensions des cellules | La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000m ² en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres. | | Le bâtiment possèdera 2 cellules de moins de 3 000 m ² chacune. Ces cellules ne sont pas soumises à obligation de système d'extinction automatique. | C |
| | | Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous : | | | |
| | | 1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m ² si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ; | | Non concerné | SO |
| | | 2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m ² et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant. | | | |
| | | A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes. | | Non concerné | SO |
| | | Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur. | | | |
| | | Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, | | L'ensemble des DOE de la structure démontrant la non-ruine en chaîne du bâtiment ainsi que son effondrement vers l'intérieur seront conservés sur site et à disposition de l'administration. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|---|---|---|----------------------------------|---|---|
| | | notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. | | | |
| | | Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté. | | Pour information | |
| 8 | Matières dangereuses et chimiquement incompatibles | <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p> | | <p>Il n'est pas prévu de stockage de produits dangereux. Cependant, il pourra y en avoir en faibles quantités. Ces derniers seront stockés selon leurs règles spécifiques de stockage (rétention, compatibilité, etc.). Leur très faible volume ne sera pas de nature à modifier la rétention des eaux incendie.</p> | C |
| 9 | Conditions de stockage | <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> | Voir Annexe n° 1 – Plan niveau 0 | <p>Absence de système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Il n'est pas prévu de stockage en vrac.</p> <p>Il n'est pas prévu de stockage en masse en dehors des zones de préparation. Si du stockage en masse devait être réalisé, il respecterait les prescriptions ci-contre.</p> <p>Le stockage sera limité à 9 m avec des allées supérieures à 2 m (~3 m).</p> | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|--|--|---|-----------|
| | <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.</p> <p>« La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>« En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <p>« - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : « - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; « - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ; « - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. »</p> | | <p>Les matières dangereuses éventuelles seront stockées à moins de 5 m de hauteur.</p> <p>Non concerné.</p> | |
| | <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> | | <p>Il n'est pas prévu de mezzanines dans l'entrepôt.</p> | <p>SO</p> |
| | <p>« Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>« Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> | | <p>Il n'y aura pas de stockage de liquides inflammables de catégorie 1 en contenants fusibles de volume unitaire supérieur à 30 L à compter du 01/01/23.</p> | <p>C</p> |
| | <p>« Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>« Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p>« Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> | | <p>Il n'y aura pas de stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 en contenants fusibles de volume unitaire supérieur à 30 L à compter du 01/01/26. Il n'y aura pas de stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 en contenants fusibles de volume unitaire supérieur à 230 L à compter du 01/01/26.</p> | <p>C</p> |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|---|---|--|---|----|
| | | <p>« Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>« Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. »</p> | | Non concerné | SO |
| 10 | Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux | Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. | | Le sol sera étanche. Les produits liquides, s'il devait y en avoir en faibles quantités, seront disposés sur des moyens de rétention adaptés. De l'absorbant sera disponible dans le bâtiment afin de récupérer toute fuite éventuelle. | C |
| | | Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. | | Les produits liquides, s'il devait y en avoir en faibles quantités, seront disposés sur des moyens de rétention adaptés. | C |
| | | Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut. | | En cas de stockage de produits liquides référencés ci-contre, ces derniers respecteront les règles de rétention. | C |
| | | Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. « Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. | | Les produits mis sur rétention respecteront les règles de compatibilité de ces produits. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|----------------------------|---|--|---|----|
| | | « Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets. » | | Les produits dangereux récupérés seront évacués par une société spécialisée. | |
| 11 | Eaux d'extinction incendie | Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. | Ce point est développé dans le Volume n°2 | Une vanne de barrage sera installée en aval du bassin étanche de rétention. Elle permettra la mise en rétention des eaux incendie dans le bassin étanche. | C |
| | | Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. | Ce point est développé dans le Volume n°2 | L'ensemble des eaux incendie sera redirigé vers le bassin de rétention incendie (réseaux EP voirie et EP toiture) par gravité. | C |
| | | En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. | | | |
| | | En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. | Ce point est développé dans le Volume n°2 | La vanne de barrage sera asservie à la détection incendie mise en place dans les cellules de stockage. | C |
| | | Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. | Ce point est développé dans le Volume n°2 | Le volume déterminé est basé sur le document technique D9A. | SO |
| | | Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. | | | |
| | | « Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9A (guide pratique pour le | Ce point est développé dans le Volume n°2 | Le volume de rétention incendie nécessaire a été déterminé via le Document technique D9A. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|----------------------------------|---|--|--|---|
| | | <p>dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9A (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). »</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> | | <p>Ce dernier indique un volume à retenir de 714 m³. Ce volume d'eau sera retenu dans le bassin étanche de 714 m³ minimum.</p> | |
| 12 | Détection automatique d'incendie | <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> | | <p>Un système de détection incendie avec report en télésurveillance sera installé dans les cellules de stockage, les locaux techniques et les bureaux. Cette détection déclenchera une alarme perceptible dans tout le bâtiment. En cas de détection, les portes coupe-feu de la cellule se fermeront automatiquement.</p> | C |
| | | <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> | | <p>Le dimensionnement de la détection incendie sera réalisé en prenant en compte les typologies de produits qui seront stockés dans le bâtiment.</p> | C |
| | | <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> | | | |
| | | <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> | | <p>L'ensemble des éléments techniques de dimensionnement de la détection incendie sera conservé sur site et mis à disposition des autorités.</p> | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|--|---|--|--|--|
| 13 | Moyens de lutte contre l'incendie | L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : | Ce point est développé dans le Volume n°2 | | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. | | Le document D9 permet de déterminer le débit nécessaire sur site pour la défense incendie. Le calcul D9 impose un débit de 300 m ³ /h pendant 2h. Afin d'assurer ce débit, le site sera équipé des équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"> - 1 poteau incendie privatif double basé sur le réseau public, - 3 réserves incendie de 120 m³. Ces dispositifs permettent d'obtenir le débit minimum de 300 m ³ /h pendant 2h. | C |
| | | Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. | | | |
| | | <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; <p>« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p> | | <p>Ce point est développé dans le Volume n°2</p> <p>Voir Annexe n°5 – Plan des RIA</p> | <p>Les réserves incendie seront chacune équipées d'une canne d'aspiration permettant un débit de 60 m³/h chacune.</p> <p>Les réserves incendie et les poteaux incendie se situent à une distance inférieure à 150 m entre eux.</p> <p>Le site sera équipé d'extincteurs. Un réseau RIA sera mis en place. Les RIA seront disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</p> |
| | « Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m ³ /h durant 2 heures. En ce qui concerne les | | | Le calcul D9 indique un volume de 300 m ³ /h pendant 2 h. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|--|--|--|--|---|--|
| | | <p>installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cube par heure durant 2 heures.</p> <p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>« En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>« L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>« En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la</p> | | <p>Les débits d'eau ainsi que le dernier contrôle des réserves incendie seront conservés sur site.</p> <p>Le SDIS sera informé de l'emplacement des réserves incendie.</p> <p>Le site sera équipé d'une ligne téléphonique.</p> <p>Non concerné</p> | <p></p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>SO</p> |
|--|--|--|--|---|--|

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|-------------------------|--|------------------------------------|---|---|
| | | <p>qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. »</p> | | | |
| | | | | Un exercice de défense contre l'incendie sera réalisé dans les 3 mois suivant la mise en service du site. Il sera par la suite renouvelé au maximum tous les 3 ans. | C |
| | | | | Le personnel sera formé à ce type d'intervention. | C |
| 14 | Evacuation du personnel | <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p> | Voir Annexe n°1 – Plan de niveau 0 | <p>Les issues de secours seront situées à moins de 75 mètres de tout point de l'entrepôt. Un passage sera aménagé en fond de la cellule, de ce fait, il n'y aura pas de cul de sac. Une allée centrale perpendiculaire aux racks permettra une meilleure évacuation du personnel.</p> <p>Au moins une issue sera implantée sur chacune des 4 faces de la cellule</p> <p>Un exercice d'évacuation incendie sera effectué dans les 3 mois après le démarrage de l'exploitation et tous les 6 mois par la suite.</p> | C |
| | | Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. | | Les installations électriques seront entretenues et contrôlées régulièrement. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|--|--|---------------------------------|---|---|
| 15 | Installations électriques et équipements métalliques | A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. | Voir Annexe n°6 – Etudes foudre | Un interrupteur central sera installé près d'une issue pour chaque cellule. Les racks seront mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles. | C |
| | | Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. | | Le transformateur électrique n'est pas situé dans le bâtiment. | C |
| | | L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. | | Une Analyse du Risque Foudre et son Etude Technique ont été réalisées. Le site sera équipé de 2 paratonnerres ainsi que de parafoudres, notamment dans le TGBT. | C |
| | | « Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait. » | | Le site sera équipé de panneaux photovoltaïques en toiture de ses 2 cellules. L'installation sera conforme à la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. | C |
| 16 | Eclairage | Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. | | L'éclairage sera réalisé par des ampoules de type LED. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|------|---|--|--|---|----|
| | | <p>Ils sont éloignés en toutes circonstances des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> | | | |
| 17 | Ventilation et recharge de batteries | <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> | | <p>Le site ne possèdera pas de local de charge.</p> <p>Les batteries des chariots seront de type lithium. Il n'y aura donc pas de risque d'émanation d'hydrogène.</p> | SO |
| 18.1 | Chauffage Chaufferie | <p>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C,</p> | | <p>Le site ne possèdera pas de chaufferie.</p> | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|------|----------------------------|--|--|--|----|
| | | munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes. | | | |
| | | A l'extérieur de la chaufferie sont installés : - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. | | | |
| 18.2 | Autres moyens de chauffage | Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté : - les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ; - la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ; - la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ; - les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ; | | | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|-----------------------------|---|--|--|---|
| | | <p>- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;</p> <p>- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;</p> <p>- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;</p> <p>- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.</p> <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p> | | | |
| 19 | Nettoyage des locaux | Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. | | Les locaux seront maintenus propres et régulièrement nettoyés. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|---|---|--|---|---|
| | | <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; - l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. | | | |
| 22 | <p>Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</p> | <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> | | <p>Les différents équipement liés à la sécurité incendie seront contrôlés annuellement.</p> | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|---------------------------------|--|--|---|---|
| | | « L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. » | | | |
| 23 | Plan de défense incendie | <p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; » - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; « - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; « - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; « - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; | | <p>Un plan de défense contre l'incendie sera réalisé lors de l'entrée en exploitation du site.</p> <p>Le PDI comportera les différents éléments cités ci-contre.</p> <p>Il sera conservé sur le site et transmis au SDIS.</p> | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|--|--|---|----|
| | <p>« - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</p> <p>« - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</p> <p>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</p> <p>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</p> <p>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</p> <p>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</p> <p>- les mesures particulières prévues au point 22.</p> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> | | | |
| | <p>« Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <p>« - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</p> <p>« - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</p> | | Non concerné, le site sera classé à enregistrement. | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|------|---------------|--|--|---------------|----|
| | | <p>« - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</p> <p>« L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <p>« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</p> <p>« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</p> <p>« Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. »</p> | | | |
| 24.1 | Bruits | Au sens du présent arrêté, on appelle : | | Non concerné. | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| <p>Valeurs limites de bruit</p> | <p>- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>- zones à émergence réglementée :</p> <p>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</p> <p>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</p> <p>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1" data-bbox="405 975 1016 1129"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td> <td>6 dB (A)</td> <td>4 dB (A)</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td> <td>5 dB (A)</td> <td>3 dB (A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans</p> | NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) | ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés | ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés | Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB (A) | 4 dB (A) | Supérieur à 45 dB (A) | 5 dB (A) | 3 dB (A) | | <p>Pour information</p> | |
|---|---|---|--|---|---|----------|----------|-----------------------|----------|----------|--|-------------------------|--|
| NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) | ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés | ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés | | | | | | | | | | | |
| Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB (A) | 4 dB (A) | | | | | | | | | | | |
| Supérieur à 45 dB (A) | 5 dB (A) | 3 dB (A) | | | | | | | | | | | |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|------|---|---|--|--|---|
| | | chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. | | | |
| 24.2 | Véhicules. - Engins de chantier | <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> | | Les véhicules de chantier seront conformes aux normes en vigueur. | C |
| 24.3 | Surveillance par l'exploitant des émissions sonores | <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration.</p> | | Une étude acoustique sera réalisée dans les 3 mois suivant le démarrage de l'exploitation et reproduira des mesures de suivi afin de garantir un suivi régulier. | C |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|----|--|--|---|---|----|
| 25 | Surveillance | <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>« Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021. »</p> | | <p>Le site sera entièrement clôturé et les portails ne seront ouverts qu'aux heures de fonctionnement du site. Une télésurveillance sera mise en place.</p> | C |
| 26 | Remise en état après exploitation | <p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; - les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. | Voir PJ n°9 – Courrier de remise en état | <p>En cas de cessation d'activité, le site sera remis en état pour un usage industriel de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient.</p> | C |
| 27 | Dispositions spécifiques applicables aux cellules et chambres frigorifiques | | | <p>Il n'y aura pas de cellules frigorifiques.</p> | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|------|-----------------------------------|---|--|--------------|----|
| 27.1 | Dispositions constructives | <p>« Par dérogation aux dispositions constructives correspondantes fixées au point 4 (5e, 7e au 11e alinéa) de l'annexe II, pour les cellules frigorifiques :</p> <p>« - les parois extérieures des cellules frigorifiques construites en matériaux a minima Bs3 d0 ;</p> <p>« - les isolants de support de couverture de toiture sont réalisés en matériaux a minima Bs3 d0 ;</p> <p>« - la couverture de toiture surmontant un comble satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). Dans les autres cas, la couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ou les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 2 mètres la couverture du bâtiment au droit du franchissement et la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 10 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux a minima A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0.</p> <p>« Les autres dispositions du point 4 de la présente annexe sont applicables aux cellules frigorifiques. »</p> | | Non concerné | SO |
| 27.2 | Désenfumage | <p>« Les prescriptions du point 5 de l'annexe II s'appliquent aux combles de toutes les cellules et chambres frigorifiques et aux cellules et chambres frigorifiques (surmontées ou non de combles) ayant des températures de stockage des produits strictement supérieures à 10 °C.</p> <p>« Par dérogation aux dispositions fixées au point 5 de l'annexe II, les cellules et chambres frigorifiques ayant des températures de stockage des produits inférieures ou égales à 10 °C sont :</p> <p>« - soit équipées d'installations de désenfumage adaptées. Si elles sont différentes de celles prévues aux points 5 de l'annexe II, leur efficacité est justifiée par un organisme compétent en matière de désenfumage et l'exploitant intègre la procédure opérationnelle d'utilisation au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie ;</p> <p>« - soit non désenfumées. L'exploitant précise clairement au niveau des cellules et chambres concernées qu'elles ne sont pas désenfumées et</p> | | Non concerné | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|------|--------------------------------|---|--|--------------|----|
| | | <p>intègre les dispositions adaptées au niveau des consignes à mettre en oeuvre en cas d'incendie.</p> <p>« En complément aux dispositions fixées au point 5 de l'annexe II, les commandes manuelles ne sont pas placées à l'intérieur des zones à température négative. »</p> | | | |
| 27.3 | Dimensions des cellules | <p>« Par dérogation au premier alinéa du point 7 de l'annexe II, dans le cas des cellules frigorifiques à température négative, la surface maximale des cellules à température négative dépourvues de système d'extinction automatique d'incendie est portée à 4 500 mètres carrés en présence d'un système de détection incendie haute sensibilité avec transmission de l'alarme à l'exploitant ou à une société de surveillance extérieure. Pour ces cellules, le temps total entre le déclenchement de l'alarme et la première intervention est inférieur à 20 minutes. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt comportant des cellules à température négative, l'exploitant organise un test du dispositif prévu au présent alinéa. Ce test fait l'objet d'un compte rendu conservé au moins deux ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Ce test est renouvelé tous les ans.</p> <p>« Les autres dispositions du point 7 de la présente annexe sont applicables aux cellules frigorifiques. »</p> | | Non concerné | SO |
| 27.4 | Conditions de stockage | <p>« Tout stockage est interdit dans les combles. Les combles sont accessibles en toutes circonstances.</p> <p>« En complément et par dérogation aux dispositions correspondantes du point 9 de l'annexe II, dans le cas des cellules et chambres frigorifiques à température négative,</p> <p>« - la distance par rapport aux parois de la cellule pour les stockages en rayonnage ou en palettier est supérieure ou égale à 0,15 mètre ;</p> <p>« - en l'absence de détection haute sensibilité pour les cellules à température négative, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent la disposition suivante : hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> | | Non concerné | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|------|---|---|--|--------------|----|
| | | <p>« - les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables sont stockées de la manière suivante :</p> <p>« - les îlots au sol ont une surface limitée à 1 000 mètres carrés ;</p> <p>« - la hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ;</p> <p>« - la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres. »</p> | | | |
| 27.5 | Détection automatique d'incendie | <p>« En complément des dispositions du premier alinéa du point 12 de l'annexe II, la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les combles. »</p> | | Non concerné | SO |
| 27.6 | Moyens de lutte incendie | <p>« En complément des dispositions du point 13 de l'annexe II, les robinets d'incendie armés sont positionnés hors chambres froides à température négative et ont des longueurs de tuyaux suffisantes pour accéder à toutes les zones de la chambre froide à température négative. »</p> | | Non concerné | SO |
| 27.7 | Installations électriques | <p>« Les dispositions du point 15 de l'annexe II, sont complétées par les dispositions suivantes :</p> <p>« Les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.</p> <p>« En particulier, si les panneaux sandwichs ne sont pas A2 s1 d0, les câbles électriques les traversant sont pourvus de fourreaux non-propagateurs de flamme, de manière à garantir l'absence de contact direct entre le câble et le parement du panneau ou de l'isolant, les parements métalliques devant être percés proprement et ébavurés. Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants. »</p> | | Non concerné | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|------|---|---|--|--------------|----|
| 27.8 | Equipements frigorifiques | « Des détecteurs de gaz sont implantés et entretenus dans les zones à risque susceptibles d'être génératrices de gaz frigorigère toxique pour l'homme. Dans ces zones, l'exploitant définit des consignes d'exploitation spécifiques et prévoit les équipements de protection individuelle nécessaires pour intervenir en sécurité. Ce point est applicable aux installations pour lesquelles la réglementation antérieure ne l'exigeait pas à compter du 1er janvier 2022. » | | Non concerné | SO |
| 28 | Dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles | <p>« Les dispositions du point 28 sont applicables aux installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration ou le dépôt du dossier complet du dossier d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er juillet 2021.</p> <p>« Elles ne sont pas applicables aux autres installations nouvelles ainsi qu'aux installations existantes. Néanmoins, en cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau bâtiment portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2021, ces dispositions sont applicables à l'extension, les dispositions du point 28 sont applicables à l'extension.</p> <p>« Les dispositions du point 10 ne sont pas applicables aux cellules conformes au présent point.</p> | | Non concerné | SO |
| 28.1 | | <p>Un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles. Cette disposition s'applique sans préjudice de la première phrase du point 7 de la présente annexe.</p> <p>« Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie prévu au point 23 de la présente annexe. L'exploitant précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système mis en place.</p> <p>« Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est</p> | | Non concerné | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | | |
|------|--|--|--|--------------|----|
| | | accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, et le cas échéant de l'organisme de contrôle. | | | |
| 28.2 | Collecte et rétention des écoulements | <p>« Chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles est divisée en zones de collecte d'une surface unitaire inférieure ou égale à 1 000 m² et compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie ou dispositif équivalent prévu au point 28.1 de la présente annexe.</p> <p>« A chacune des zones de collecte est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées.</p> | | Non concerné | SO |
| 28.3 | Disposition applicable en cas de rétention déportée | <p>« I. Dispositif de drainage</p> <p>« Chacune des zones de collecte associée à une rétention déportée est associée à un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les liquides épandus et les eaux d'extinction d'incendie.</p> | | Non concerné | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|---|--|--------------|----|
| | <p>« II. Dispositif d'extinction des effluents enflammés</p> <p>« Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des zones de collecte vers un dispositif permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur réinflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée. Ce dispositif peut être une fosse d'extinction, un plancher pare-flamme, un siphon anti-feu ou tout autre dispositif équivalent.</p> | | Non concerné | SO |
| | <p>« III. Le drainage, le dispositif d'extinction et la rétention déportée sont conçus, dimensionnés et construits afin de :</p> <p>« - ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site, en particulier le trajet aérien ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux récipients mobiles ou bâtiments. Le réseau est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins ;</p> <p>« - éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents enflammés et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée ;</p> <p>« - éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;</p> <p>« - éviter tout débordement de la rétention déportée. Une rétention déportée peut être commune à plusieurs zones de collecte. La capacité utile de la rétention est au moins égale au plus grand volume calculé pour chaque zone de collecte associée, prenant en compte 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé selon les dispositions du point 11 de la présente annexe.</p> <p>« - éviter toute surverse de liquide lors de son arrivée éventuelle dans la rétention déportée ;</p> | | Non concerné | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|---|--|--------------|----|
| | <p>« - résister aux effluents enflammés, en amont du dispositif d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles.</p> <p>« Le cas échéant, la rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu au point 11 de l'annexe 2.</p> <p>« La rétention déportée et, si elle existe, la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.</p> <p>« Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classés et de l'organisme de contrôle périodique.</p> | | | |
| | <p>« IV. Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée. En cas d'impossibilité technique justifiée de disposer d'un dispositif de drainage passif, l'écoulement vers la rétention associée peut être constitué d'un dispositif de drainage commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.</p> <p>« En cas de mise en place d'un dispositif actif, les équipements nécessaires au dispositif (pompes, etc.) sont conçus pour résister aux effets auxquels ils sont soumis. Ils disposent d'une alimentation électrique de secours et, le cas échéant, d'équipement empêchant la propagation éventuelle d'un incendie.</p> | | Non concerné | SO |

Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|---|--|--------------|----|
| | <p>« V. Le dispositif d'extinction ainsi que le dispositif de drainage font l'objet d'un examen approfondi périodiquement et d'une maintenance appropriée. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | | Non concerné | SO |
| | <p>« VI. L'exploitant intègre au plan d'intervention et consignes incendies prévues aux points 21 et 23, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant.</p> <p>« Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p> | | Non concerné | SO |
| | <p>« VII. Implantation des rétentions déportées</p> <p>« Pour les installations à autorisation et enregistrement, les rétentions déportées :</p> <p>« - sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées au regard des potentiels incendies susceptibles de survenir pour chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles prise individuellement associée. Cette disposition n'est pas applicable aux rétentions déportées enterrées ;</p> <p>« - sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150).</p> <p>« Si elle existe, la fosse d'extinction est située en dehors des zones de flux thermiques de 5 kW/m² identifiées au regard des potentiels</p> | | Non concerné | SO |



Tableau de conformité à l'arrêté d'Enregistrement 1510 du 11/04/2017 – ANNEXE II - INDICE 1

| | | | | |
|--|---|--|--|--|
| | <p>incendies susceptibles de survenir pour chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles prise individuellement associée. Cette disposition n'est pas applicable aux fosses d'extinction enterrées ;</p> <p>« Pour les installations à déclaration, les rétentions déportées :</p> <p>« - sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres (DN100 ou DN150). »</p> | | | |
|--|---|--|--|--|

IMODEI

S.A.S. AU CAPITAL DE 15 000 Euros

R.N. 12 - Mégaudais

53500 SAINT PIERRE DES LANDES

TÉL. 02 43 08 72 00 - FAX : 02 43 08 72 20

E-Mail : contact@abtransports.fr

SIRET 834 943 680 00019

RCS LAVAL B 834 943 680 NAF 6820B - IDTVA FR 52 834 943 680
SG LAVAL FR76 3000 3010 9000 0257 1074 426 SOGEFRPP

Mairie de GOURHEL

17 rue de la libération

56 800, GOURHEL

A Saint-Pierre-des-Landes, le 19/09/2022

Objet : Proposition pour la remise en état en cas de cessation d'activité, site LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE

Monsieur le Maire, la société LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE souhaite déposer un dossier d'Enregistrement au titre des Installations Classées pour la protection de l'environnement au sein de la zone industrielle Lande du Moulin, sur les communes de GOURHEL et PLOERMEL. Ce bâtiment industriel sera un entrepôt logistique de stockage de produits combustibles classiques de 6 000 m². Dans la mesure où la commune de GOURHEL est détentrice de la compétence urbanisme, nous avons la nécessité de vous proposer un plan de remise en état du site en cas de cessation d'activité. Nous vous prions donc de bien vouloir trouver ci-après les propositions de notre société quant à la remise en état du site en cas de cessation d'activité.

Il est proposé une remise en état du site pour un usage industriel.

En cas de cessation d'activités, la procédure se décline en trois phases distinctes :

- La notification de la cessation d'activité au moins 3 mois avant,
- La détermination de l'usage futur à prendre en compte dans le cadre de la réhabilitation du site, ici, un usage industriel,
- La définition et mise en œuvre des mesures de remise en état du site.

LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE, s'engage à effectuer la remise en état du sol et du site conformément au descriptif ci-dessous.

Dans l'éventualité où l'exploitation prendrait fin, une étude et une campagne de prélèvements seraient mises en place. Ces mesures permettront de diagnostiquer les pollutions éventuelles ayant pu intervenir malgré toutes les précautions.

LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE procèdera donc aux carottages et analyses selon un protocole défini en synergie avec l'Inspection des Installations Classées.

En fonction de l'activité intervenant par la suite, LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE s'engage à prévoir l'ensemble des opérations visant à :

- Neutraliser et/ou démanteler les installations existantes,
- Evacuer les déchets et produits chimiques présents à l'arrêt de l'activité,
- Maintenir en état satisfaisant l'entretien du site de manière à conserver son esthétique vis-à-vis de l'environnement dans lequel il s'insère,
- Dépolluer nappes et sol si nécessaire.

Nous vous remercions de bien vouloir nous faire connaître votre avis quant à ces propositions.

Dans l'attente, veuillez agréer, Monsieur le Maire, nos salutations distinguées.

IMODEI
S.A.S. au capital de 16 500 Euros
Thierry AMBROISE – Directeur Général
R.N. 12 - MEGAUDAIS
LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE
53500 SAINT PIERRE DES LANDES
Tél. 02 43 08 72 00 - Fax 02 43 08 72 20
E-Mail : contact@abtransports.fr

SIRET 834 943 680 00019

RCS LAVAL B 834 943 680 NAF 6820B - ID TVA FR 52 834 943 680



TYPE DE LIVRAISON
Courrier remis en boîte aux lettres



Étapes d'acheminement

- DATES**
- vendredi 23 septembre**
 - vendredi 23 septembre**
 - jeudi 22 septembre**
 - mercredi 21 septembre**
 - mardi 20 septembre**

- ÉTAPES**
- Votre envoi a été déposé dans la boîte à lettres du destinataire.
 - Votre envoi est sur le site qui dessert votre adresse. Nous préparons sa distribution.
 - Votre envoi est en cours d'acheminement vers le site de distribution.
 - Une erreur s'est produite dans l'acheminement de votre envoi. Nous mettons tout en œuvre pour qu'il reprenne son parcours et vous prions d'accepter nos excuses.
 - Votre envoi a été remis à La Poste par l'expéditeur.

IMODEI

S.A.S. AU CAPITAL DE 15 000 Euros

R.N. 12 - Mégaudais

53500 SAINT PIERRE DES LANDES

TÉL. 02 43 08 72 00 - FAX : 02 43 08 72 20

E-Mail : contact@abtransports.fr

SIRET 834 943 680 00019

RCS LAVAL B 834 943 680 NAF 6820B - ID TVA FR 52 834 943 680
SG LAVAL FR76 3000 3010 9000 0257 1074 426 SOGEFRPP

Mairie de PLOERMEL

Place de la Mairie

56 800, Ploërmel

A Saint-Pierre-des-Landes, le 19/09/2022

Objet : Proposition pour la remise en état en cas de cessation d'activité, site LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE

Monsieur le Maire, la société LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE souhaite déposer un dossier d'Enregistrement au titre des Installations Classées pour la protection de l'environnement au sein de la zone industrielle Lande du Moulin, sur les communes de PLOËRMEL et GOURHEL. Ce bâtiment industriel sera un entrepôt logistique de stockage de produits combustibles classiques de 6 000 m². Dans la mesure où la commune de PLOERMEL est détentrice de la compétence urbanisme, nous avons la nécessité de vous proposer un plan de remise en état du site en cas de cessation d'activité. Nous vous prions donc de bien vouloir trouver ci-après les propositions de notre société quant à la remise en état du site en cas de cessation d'activité.

Il est proposé une remise en état du site pour un usage industriel.

En cas de cessation d'activités, la procédure se décline en trois phases distinctes :

- La notification de la cessation d'activité au moins 3 mois avant,
- La détermination de l'usage futur à prendre en compte dans le cadre de la réhabilitation du site, ici, un usage industriel,
- La définition et mise en œuvre des mesures de remise en état du site.

LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE, s'engage à effectuer la remise en état du sol et du site conformément au descriptif ci-dessous.

Dans l'éventualité où l'exploitation prendrait fin, une étude et une campagne de prélèvements seraient mises en place. Ces mesures permettront de diagnostiquer les pollutions éventuelles ayant pu intervenir malgré toutes les précautions.

LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE procèdera donc aux carottages et analyses selon un protocole défini en synergie avec l'Inspection des Installations Classées.

En fonction de l'activité intervenant par la suite, LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE s'engage à prévoir l'ensemble des opérations visant à :

- Neutraliser et/ou démanteler les installations existantes,
- Evacuer les déchets et produits chimiques présents à l'arrêt de l'activité,
- Maintenir en état satisfaisant l'entretien du site de manière à conserver son esthétique vis-à-vis de l'environnement dans lequel il s'insère,
- Dépolluer nappes et sol si nécessaire.

Nous vous remercions de bien vouloir nous faire connaître votre avis quant à ces propositions.

Dans l'attente, veuillez agréer, Monsieur le Maire, nos salutations distinguées.

IMODEI
S.A.S. AU CAPITAL DE 15 000 Euros
Thierry AMBROISE Directeur Général
LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE
53500 SAINT PIERRE DES LANDES
Tél. 02 43 08 72 00 - Fax 02 43 08 72 20
E-Mail contact@abtransports.fr

SIRET 834 943 680 00019

RCS LAVAL B 834 943 680 NAF 6820B - ID TVA FR 52 834 943 680



TYPE DE LIVRAISON

Courrier remis en boîte aux lettres



Votre envoi a été distribué à une personne ayant mandat ou procuration pour le réceptionner.

Étapes d'acheminement

DATES

lundi 26 septembre

lundi 26 septembre

lundi 26 septembre

samedi 24 septembre

vendredi 23 septembre

jeudi 22 septembre

jeudi 22 septembre

jeudi 22 septembre

mardi 20 septembre

ÉTAPES

Votre envoi a été distribué à une personne ayant mandat ou procuration pour le réceptionner.

Votre envoi a été remis en lot à un mandataire du destinataire. Nous attendons la confirmation de sa réception.

Votre envoi est sur le site qui dessert votre adresse. Nous préparons sa distribution.

Votre envoi est en cours d'acheminement vers le site de distribution.

Une erreur s'est produite dans l'acheminement de votre envoi. Nous mettons tout en œuvre pour qu'il reprenne son parcours et vous prions d'accepter nos excuses.

Votre envoi a été distribué au destinataire, à son gardien ou directement dans sa boîte à lettres.

Votre envoi a été remis en lot au destinataire. Nous attendons la confirmation de sa réception.

Votre envoi est sur le site qui dessert votre adresse. Nous préparons sa distribution.

Votre envoi a été remis à La Poste par l'expéditeur.



RECEPISSE DE DEPOT D'UNE DEMANDE DE MODIFICATION D'UN PERMIS DELIVRE EN COURS DE VALIDITE

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de modification d'un permis délivré en cours de validité. Le délai d'instruction de votre dossier est de :

- **deux mois** pour les demandes de modification d'un permis de construire une maison individuelle
- **trois mois** pour les demandes de modification d'un permis de construire ou d'un permis d'aménager

• **Si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis modificatif tacite.**

• **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

• **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

• **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai initial ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr> ;
- affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

• **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1) Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

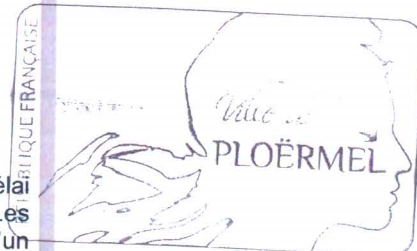
Le projet ayant fait l'objet d'une demande de modification sur le permis n° **PC 056165 21 K0086** délivré le : 15/10/2021

déposée à la mairie le 04/03/2022

par : SAS IMODEI représentée par Monsieur AMBROISE Thierry

fera l'objet d'un permis modificatif tacite² à défaut de réponse de l'administration dans le délai de deux mois ou trois mois (mentionné ci-dessus) après la date de dépôt en mairie. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie :



2) Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Demande d'autorisation de défrichement - Cerfa

N°13632*08

Date de la démarche : 21/09/2022

Référence : 2022-00061210

Provenance : Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Type de demandeur

Veillez indiquer le type de demandeur concerné par la présente demande d'autorisation de défrichement : Le demandeur est une personne morale

Identification du demandeur - Personne morale

N° SIRET : 34894917300036

Raison sociale : LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE

Adresse postale : 5 Rue Edouard Branly 56800 Ploërmel France

Civilité du représentant légal : Monsieur AMBROISE Thierry

Qualité de l'auteur de la présente demande : Propriétaire

Identification de la personne chargée du suivi de cette demande

Identité de la personne chargée du suivi de cette demande : Madame AMBROISE Virginie

Numéro(s) de téléphone : 0243087224

Adresse mél à laquelle sera envoyé l'accusé d'enregistrement de la présente demande :
v.ambroise@abtransports.fr

Autorisez-vous l'administration à communiquer avec vous par cette adresse de messagerie? :
Oui par l'adresse indiquée ci-dessus

Département comportant la surface principale du défrichement

Veillez indiquer le département comportant la surface principale du défrichement : ZI
Lande du Moulin 56800 Gourhel France

Répartition géographique de la parcelle à défricher

La parcelle s'étend-t-elle sur un ou plusieurs autres départements? : Non

Le projet de défrichement porte sur la(es) parcelle(s) cadastrale(s) suivante(s)

Parcelle(s) à défricher (ne pas arrondir les surfaces cadastrales)

| | Commune | N° Département | Section | Parcelle | Surface de la parcelle (ha) | Surface de la parcelle à défricher (ha) | Classement au PLU |
|--------------------|---------|-------------------|---------|----------|--------------------------------|---|----------------------|
| Ligne 1 | GOURHEL | 56 | ZD | 287 | 0.1812 | 0.0160 | EU |

Caractéristiques du projet

Surface totale à défricher au format suivant : _____ Hectares _____ Ares _____ Centiares
(1m2 = 1centiare) : 0 Hectares 1 Are 60 Centiares

Destination principale des terrains après défrichement

Installation d'une réserve incendie souple ainsi qu'une partie de l'aire de pompage associée.

Précision pour les destinations agricoles : prairie, culture, vigne, etc.

Le projet nécessite-t-il un permis de construire? : Oui

Pièces à joindre

1 - Plan de situation (extrait de carte au 1/25 000 ème ou au 1/50 000 ème) localisant les terrains à défricher et la commune la plus proche. : PJ 1 - Plan de situation.jpg

2 - La ou les feuilles du plan cadastral contenant les parcelles concernées et précisant l'emprise des surfaces à défricher pour les besoins du projet (emprise du bâti, des aires de travail, des accès, des stationnements, des réseaux de raccordement, etc). : PJ 2 - Zonage défrichage .jpg

3 - Attestation de propriété (relevé de propriété de moins de 6 mois délivré par les services des impôts fonciers ou acte notarié à jour) : PJ n°3 - SAS IMODEI compromis vente et Annexes light2.pdf

Veillez joindre les autres pièces justificatives, sélectionnées à l'étape précédente.

Veillez joindre les autres pièces justificatives, sélectionnées à l'étape précédente. 1/2

Nouvelle pièce justificative : Kbis LRTL.pdf

Veillez joindre les autres pièces justificatives, sélectionnées à l'étape précédente. 2/2

Nouvelle pièce justificative : Kbis IMODEI 25-03-19.pdf

Vos droits

Rappel de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et libertés s'applique aux réponses faites dans le cadre de cette démarche. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant de auprès de l'organisme qui traite votre demande.

Vos engagements

Identité du responsable juridique de cette demande : Monsieur AMBROISE Thierry

En validant ce formulaire en ligne, je certifie :

- avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes ;
- demander l'autorisation de procéder au défrichement des parcelles indiquées au plan de délimitation joint à ma demande (pièce 2) et m'engage à respecter les conditions qui seront subordonnées à cette autorisation.



DOSSIER DE DEMANDE
D'ENREGISTREMENT

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PJ n°12
COMPATIBILITE PLANS ET
PROGRAMMES

**LE RAY
TRANSPORTS &
LOGISTIQUE**

ZI Les Landes du Moulin,
56 800, PLOERMEL, France

Affaire 20-048-V2/AG/Octobre 2022

SOMMAIRE

| | | |
|-------------|--|-----------|
| I. | Compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE..... | 3 |
| 1. | Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne – SDAGE | 3 |
| 2. | Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)..... | 4 |
| 3. | Compatibilité..... | 7 |
| II. | Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)..... | 10 |
| III. | Compatibilité avec les plans de prévention et de gestion des déchets..... | 14 |
| 1. | Le plan national de prévention des déchets | 14 |
| 2. | Le plan régional de prévention et de gestion des déchets..... | 14 |
| IV. | Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Bretagne | 15 |

Table des figures

| | |
|---|-----------|
| <i>Figure 1 : Répartition des différents SAGE (Source : Gesteau)</i> | <i>5</i> |
| <i>Figure 2 : Principe de gestion hydraulique du site LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE</i> | <i>8</i> |
| <i>Figure 3 : Carte de localisation des Espaces à Vocation Economique sur le Pays de Ploërmel</i> | <i>11</i> |
| <i>Figure 4 : Carte de positionnement stratégique du Pays de Ploërmel au coeur des axes de développement de la Bretagne</i> | <i>12</i> |

I. Compatibilité du projet avec le SDAGE et le SAGE

1. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne – SDAGE

Le SDAGE 2016-2021 Loire-Bretagne a été adopté par le comité de bassin le 4 novembre 2015 et arrêté par le Préfet coordonnateur le 18 novembre 2015.

Le jeudi 22 octobre 2020, le comité de bassin Loire-Bretagne a adopté le projet de Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) 2022-2027 et son programme de mesures. Ce vote permet de proposer le projet à la consultation du public et des assemblées à partir de février 2021. A l'issue de cette consultation, le comité de bassin adoptera la version définitive du Sdage 2022-2027 en début d'année 2022.

Il fixe les objectifs qualitatifs et quantitatifs pour un bon état de l'eau à l'horizon 2027 et indique les moyens utilisés afin de les atteindre, exprimés sous la forme d'orientations et de dispositions. Leur but est le suivant :

- Les orientations donnent la direction dans laquelle il faut agir ;
- Les dispositions précisent pour chaque orientation les actions à mener et fixent le cas échéant des objectifs quantifiables.

Le programme de mesures (PDM) associé au SDAGE 2022-2027 identifie les actions clés à mener pour chaque sous-bassin versant.

Les actions du PDM 2022-2027 portent sur six grands domaines d'action.

- le domaine «**agriculture**» (AGR) comprend les opérations de lutte contre les pollutions d'origine agricole ;
- le domaine «**assainissement**» (ASS) comprend les opérations de lutte contre les pollutions d'origine domestique et des industries raccordées à un réseau public ;
- le domaine «**industrie**» (IND) comprend les opérations de lutte contre les pollutions des établissements industriels non raccordés à un réseau collectif d'assainissement. Deux types de problématiques sont prises en compte: les pollutions organiques et les micropolluants ;
- le domaine «**milieux aquatiques**» (MIA) comprend les opérations de restauration de la morphologie et d'amélioration de la continuité des cours d'eau. Il comprend également des actions de restauration et de gestion foncière des zones humides ;
- le domaine «**quantité d'eau**» (RES) comprend les opérations permettant d'améliorer les conditions hydrologiques indispensables au bon fonctionnement des milieux aquatiques (limitation des prélèvements en période d'étiage notamment) ;
- le poste «**connaissance**» (GOU) comprend des études générales d'amélioration de la connaissance et des mesures de mise en œuvre de planification locale.

Les objectifs fixés vont dans la droite ligne des conclusions des Assises de l'eau, tels que 100 % des stations de traitement des eaux usées conformes en 2027, la réduction des nitrates et pesticides pour une eau brute destinée à la consommation humaine de qualité ou encore la réduction des prélèvements sur les territoires en tension.

Alors que le Sdage 2016-2021 prévoyait un résultat de 61 % des eaux en bon état, aujourd'hui 24 % des eaux sont en bon état et 10 % s'en approchent.

C'est pourquoi le projet de Sdage 2022-2027 conserve l'objectif d'atteindre 61 % des eaux de surface en bon état écologique en 2027. À terme, l'objectif est que toutes les eaux soient en bon état.

Le projet de Sdage 2022-2027 s'inscrit dans la continuité du précédent pour permettre aux acteurs du bassin Loire-Bretagne de poursuivre les efforts et les actions entreprises pour atteindre les objectifs environnementaux.

De ce fait, le projet de Sdage 2022-2027 conserve la même structuration que le document précédent,

à savoir 14 chapitres, correspondant aux quatre grands items des questions importantes :

| Questions importantes | Chapitres du Sdage |
|---------------------------|--|
| Qualité des eaux | 2 – réduire la pollution par les nitrates 3 – réduire la pollution organique et bactériologique 4 – maîtriser et réduire la pollution par les pesticides 5 – maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses 6 – protéger la santé en protégeant la ressource en eau 10 – préserver le littoral |
| Milieux aquatiques | 1 – repenser les aménagements de cours d'eau 8 – préserver les zones humides 9 – préserver la biodiversité aquatique 10 – préserver le littoral 11 – préserver les têtes de bassin versant |
| Quantité | 7 – maîtriser les prélèvements d'eau |
| Gouvernance | 12 – faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques 13 – mettre en place des outils réglementaires et financiers 14 – informer, sensibiliser, favoriser les échanges |

Le projet du site LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE présente les éléments suivants :

- Une gestion des eaux pluviales prévue est conforme au SAGE Vilaine (voir ci-après)
- Une gestion des eaux en cas d'extinction d'un incendie au moyen d'un bassin étanche permettant de retenir le volume d'eaux d'extinction cumulé à un volume de pluie,
- Un traitement des eaux pluviales de voiries,
- Aucune zone humide sur site,
- Un prélèvement en eau potable effectué de manière raisonnée et économe et qui sera destiné à l'utilisation des sanitaires.

Le projet d'extension du site n'entrave aucun objectifs du SDAGE Loire-Bretagne.

2. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Le SAGE est un document de planification qui s'inscrit dans le prolongement, à l'échelle locale, des Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Etabli sur un territoire cohérent qu'est le bassin versant, il définit des actions de reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques et constitue un outil réglementaire privilégié en vue d'atteindre les objectifs imposés par l'Europe par la Directive cadre sur l'eau (DCE).

La zone d'étude fait partie du périmètre défini par le SAGE Vilaine.

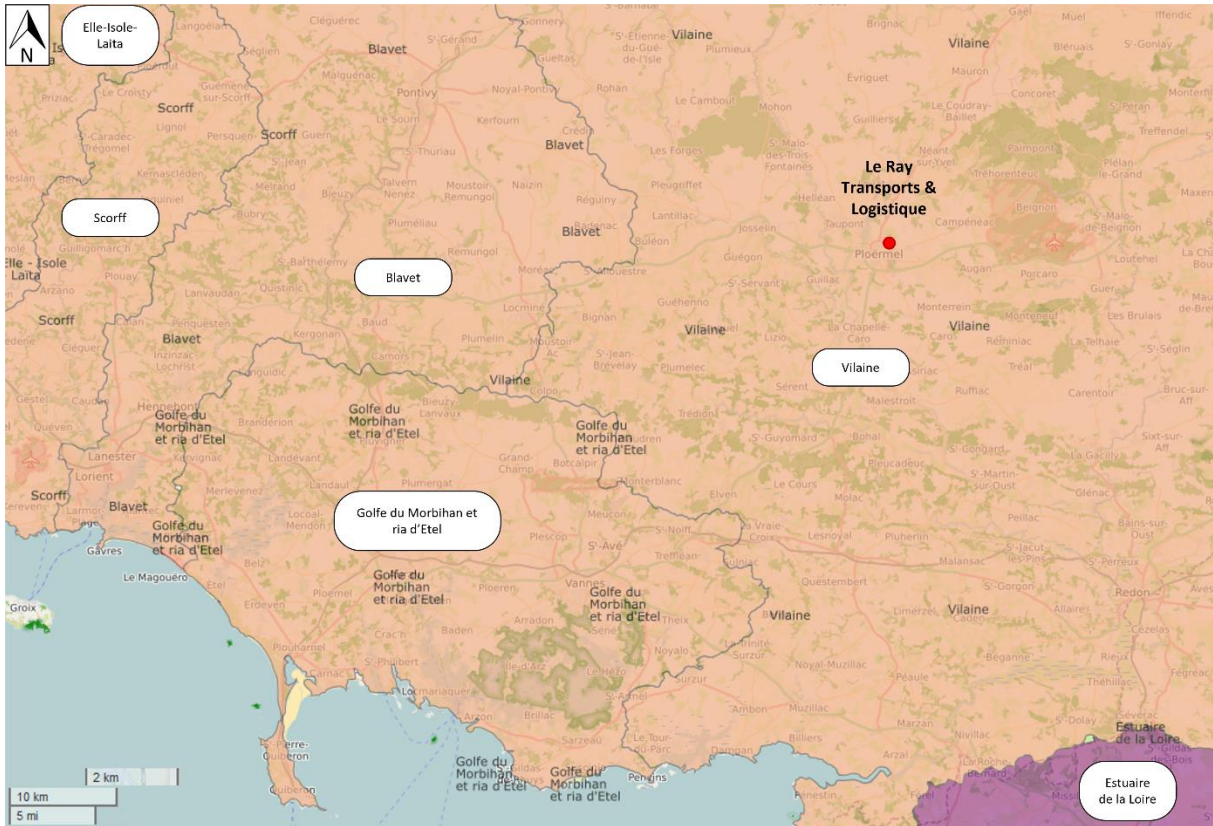


Figure 1 : Répartition des différents SAGE (Source : Gesteau)

Le sage Vilaine en quelques chiffres :

- Surface du bassin : 11 000 km²
- Un réseau hydrographique de 12 600 km répartis sur 23 sous-bassins
- 2 régions : Bretagne et Pays de la Loire
- 6 départements : Côtes d’Armor, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Morbihan, Maine-et-Loire, Mayenne
- 535 communes
- 1,26 millions d’habitants

Le SAGE Vilaine a été approuvé le 02/07/15.

Il est structuré autour de 14 chapitres comprenant chacun des orientations de gestion.

Le tableau suivant les présente :

| CHAPITRES | ORIENTATIONS DE GESTION |
|-------------------|---|
| LES ZONES HUMIDES | <ul style="list-style-type: none"> - Marquer un coup d’arrêt à la destruction des zones humides - Protéger les zones humides dans les documents d’urbanisme - Mieux gérer et restaurer les zones humides |
| LES COURS D’EAU | <ul style="list-style-type: none"> - Connaître et préserver les cours d’eau - Reconquérir les fonctionnalités des cours d’eau en agissant sur les principales causes d’altération - Mieux gérer les grands ouvrages - Accompagner les acteurs du bassin |

| CHAPITRES | ORIENTATIONS DE GESTION |
|---|--|
| LES PEUPELEMENTS PISCICOLES | <ul style="list-style-type: none"> - Préserver et favoriser le développement des populations de poissons grands migrateurs - Préserver et restaurer les populations piscicoles holobiotiques |
| LA BAIE DE VILAINE | <ul style="list-style-type: none"> - Assurer le développement durable de la baie - Reconquérir la qualité de l'eau - Réduire les impacts liés à l'envasement - Préserver, restaurer et valoriser les marais rétro-littoraux |
| L'ALTÉRATION DE LA QUALITÉ PAR LES NITRATES | <ul style="list-style-type: none"> - L'estuaire et la qualité de l'eau brute potabilisable comme fils conducteurs - Mieux connaître pour mieux agir - Renforcer et cibler les actions |
| L'ALTÉRATION DE LA QUALITÉ PAR LE PHOSPHORE | <ul style="list-style-type: none"> - Cibler les actions - Mieux connaître pour agir - Limiter les transferts de phosphore vers le réseau hydrographique - Lutter contre la sur-fertilisation - Gérer les boues des stations d'épuration |
| L'ALTÉRATION DE LA QUALITÉ PAR LES PESTICIDES | <ul style="list-style-type: none"> - Diminuer l'usage des pesticides - Améliorer les connaissances - Promouvoir des changements de pratiques - Aménager l'espace pour limiter le transfert de pesticides vers le cours d'eau |
| L'ALTÉRATION DE LA QUALITÉ PAR LES REJETS DE L'ASSAINISSEMENT | <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte le milieu et le territoire - Limiter les rejets d'assainissement et les réduire dans les secteurs prioritaires |
| L'ALTÉRATION PAR LES ESPÈCES INVASIVES | <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et développer les connaissances - Lutter contre les espèces invasives |
| PRÉVENIR LE RISQUE D'INONDATION | <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la connaissance et la prévision des inondations - Renforcer la prévention des inondations - Protéger et agir contre les inondations - Planifier et programmer les actions |
| GÉRER LES ÉTIAGES | <ul style="list-style-type: none"> - Fixer des objectifs de gestion des étiages - Améliorer la connaissance - Assurer la satisfaction des usages - Mieux gérer la crise |
| L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE | <ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser la production et la distribution - Informer les consommateurs |
| LA FORMATION ET LA SENSIBILISATION | <ul style="list-style-type: none"> - Organiser la sensibilisation - Sensibiliser les décideurs et les maîtres d'ouvrages - Sensibiliser les professionnels - Sensibiliser les jeunes et le grand public |
| ORGANISATION DES MAÎTRISES D'OUVRAGES ET TERRITOIRES | <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'exercice de la maîtrise d'ouvrage - Renforcer le lien entre le SAGE et la planification territoriale |

Tableau 1 : Enjeux du SAGE Vilaine et mesures associées (source : EPTB Vilaine)

3. Compatibilité

Sur site, les eaux pluviales sont collectées et traitées (eaux de voiries) avant leur rejet dans le bassin étanche, puis au fossé à débit limité (3 l/s/ha).

Concernant les prélèvements d'eau, le site LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE n'y aura pas recourt en dehors de l'alimentation d'eau potable pour les sanitaires et le lavage des installations.

Aucun effluent industriel n'est et ne sera produit sur site.

a) Eau potable

Le site sera raccordé au réseau de distribution public.

Le raccordement au réseau d'eau potable permettra de couvrir :

- Les besoins domestiques,
- L'arrosage des espaces verts,
- Le nettoyage des installations,
- La protection incendie (RIA).

Le réseau d'eau potable sera équipé d'un disconnecteur empêchant les retours d'eau dans le réseau public. Il n'y a pas d'eau de forage sur le site.

La consommation d'eau potable pour les besoins domestiques, le nettoyage des installations et l'arrosage des espaces verts est estimée à 155 m³ par an sur la base majorante de 50 litres par jour et par personne, de 10 personnes travaillant sur site, de nettoyages et arrosages ponctuels. Soit 105 m³ alloués au personnel et 50 m³ pour les nettoyages et entretien des espaces verts. À cela s'ajoute la faible consommation d'eau nécessaire aux essais des RIA qui n'excèdera pas quelques mètres cubes par an.

b) Eaux usées

Les eaux usées seront envoyées directement au réseau public d'assainissement. Il s'agit d'eaux usées sanitaires, estimés à 105 m³/an pour le site entier sur la base de la consommation calculée et détaillé précédemment.

c) Eaux pluviales

- Les eaux pluviales de voirie (EPV) seront collectées puis épurées par un séparateur d'hydrocarbures de classe I. Les eaux épurées seront ensuite redirigées vers le bassin étanche.
- Les eaux de toitures (EPT) seront collectées puis directement redirigées vers le bassin étanche.

Une vanne de barrage située à l'aval de ce bassin permet la rétention en cas d'incendie. Le volume d'eau incendie à retenir étant supérieur au volume nécessairement au tamponnement des EP, le dimensionnement du bassin sera basé sur le dimensionnement de la rétention des eaux incendie.

D'une manière générale, une grande partie de l'eau récoltée sur les espaces verts sera amenées à directement s'infiltrer. En cas de surplus, elle sera redirigée vers le réseau de gestion des eaux pluviales

de voirie.

Le débit de sortie sera de 3 l/s/ha conformément au SAGE Bassin de la Vilaine, disposition 134.

Le schéma ci-après permet de synthétiser la gestion des eaux sur le site LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE.

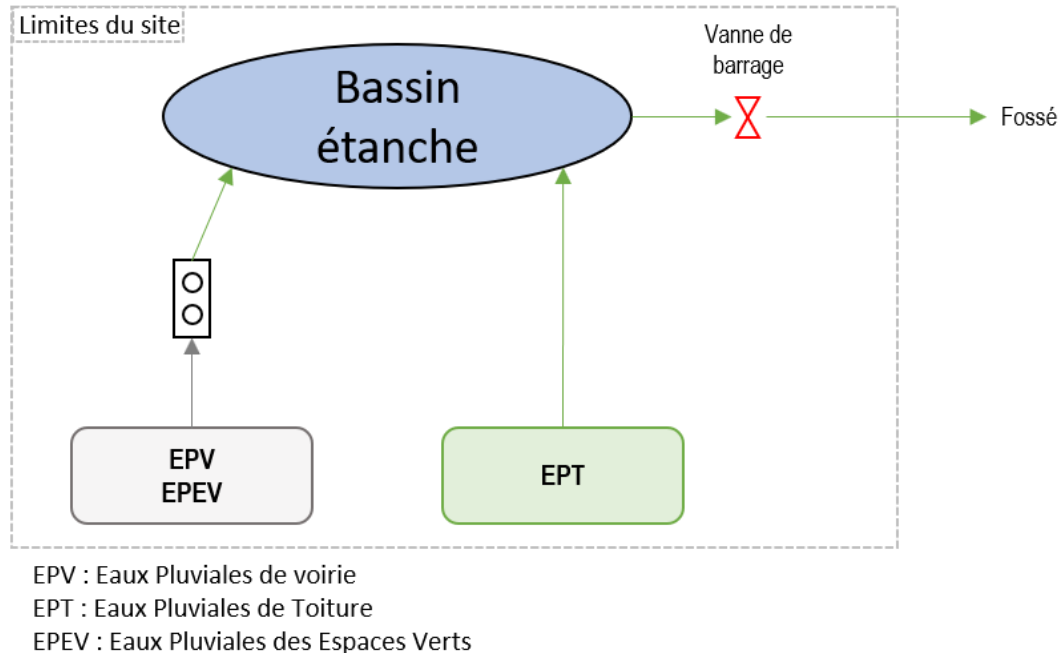


Figure 2 : Principe de gestion hydraulique du site LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE

Ainsi, l'ensemble des eaux rejetées sera épuré. Il n'y aura pas de mélange des eaux dites propres et polluées.

d) Confinement des eaux d'extinction

Une vanne de barrage automatique et manuelle sera installée en sortie du bassin de rétention. En cas d'incendie, elle permettra de stocker l'ensemble des eaux d'extinction, potentiellement polluées. Ainsi, le site sera totalement isolé de son environnement d'un point de vue hydraulique.

Le volume d'eaux à retenir en cas d'extinction incendie a été calculé par la méthode D9A. Ce calcul disponible dans le Volume 2 intègre ainsi le besoin en eaux d'extinction (déterminé par méthode D9) et le volume d'eaux généré par un évènement pluvieux.

Le résultat est de 714 m³ d'effluents à retenir en cas d'incendie. Le bassin étanche aura un volume de 714 m³.

Ce bassin est correctement dimensionné pour retenir l'ensemble des eaux incendie.

e) Pollution accidentelle

Les liquides dangereux sur site pourront être liés à l'utilisation des chariots élévateurs, des véhicules ou encore de produits dangereux stockés en très faibles quantités.

L'ensemble des produits dangereux sera stocké conformément à leur nature spécifique. Les produits dangereux liquides seront donc stockés sur rétention.

En cas de déversement, des produits absorbants seront disponibles.

Ils pourront également être utilisés en extérieur en cas de fuite de carburant par exemple.

Le séparateur d'hydrocarbures s'assurera qu'aucun hydrocarbure n'atteint l'environnement.

f) Conclusion

Le projet démontre une maîtrise qualitative des rejets d'eaux pluviales (confinement des eaux d'incendie, traitement des eaux pluviales et analyses des rejets) et d'eaux usées (connexion au réseau public d'assainissement).

Au travers des éléments présentés, il apparaît que le projet ne nuit pas à l'atteinte des objectifs du SDAGE et du SAGE évoqués.

Le projet est compatible avec le SDAGE Loire Bretagne et les objectifs du SAGE Vilaine.

II. Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux, dans un environnement préservé et valorisé.

Le SCoT du Pays de Ploërmel se compose de 56 communes, dont Ploërmel et Gourhel font partie.
Le SCoT du Pays de Ploërmel a été approuvé en décembre 2018 et est désormais en vigueur sur le territoire.

Dans son document d'orientation et d'objectifs, le SCoT précise les différentes orientations territoriales, notamment économiques. Son orientation 11 : « *S'appuyer sur le potentiel existant* » indique l'orientation suivante :

Les localisations préférentielles pour les activités économiques non compatibles avec l'habitat se feront dans les espaces à vocation économiques localisés sur le territoire (cf. carte de localisation des EVE).

En effet, cela permet une consommation de terres agricoles bien moindre et un regroupement de ces activités.

Dans le cadre de ce point, le Scot du Pays de Ploërmel présente la carte suivante :

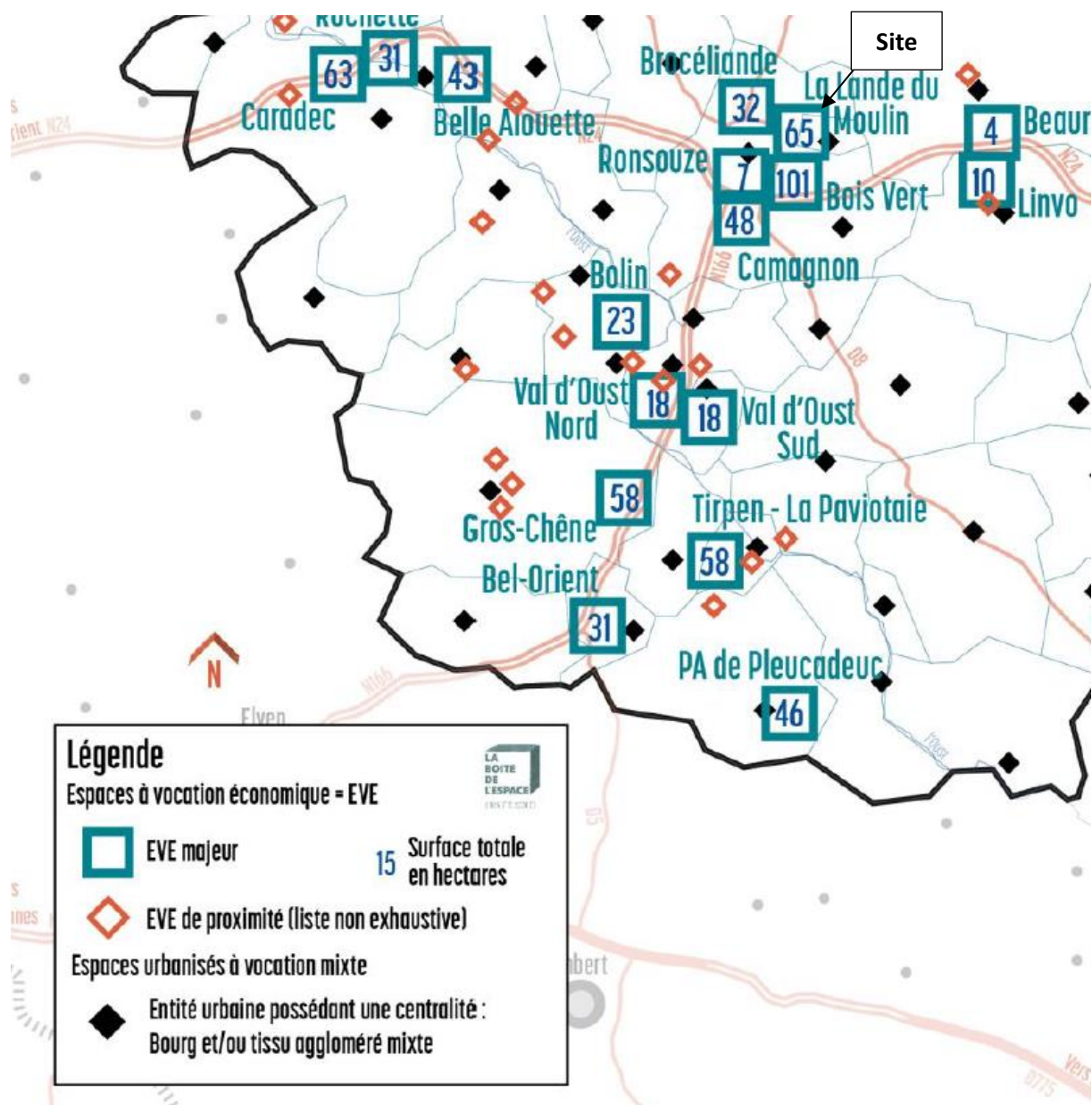


Figure 3 : Carte de localisation des Espaces à Vocation Economique sur le Pays de Ploërmel

Cette carte confirme que le site est bien implanté dans un espace à vocation économique.

L'orientation 13.1 du SCoT : « Appuyer la position stratégique du Pays de Ploërmel au cœur de la Bretagne » met en avant l'emplacement stratégique de Ploërmel au regard des pôles urbains et économiques alentours.

La carte ci-dessous présente cet aspect géographique :

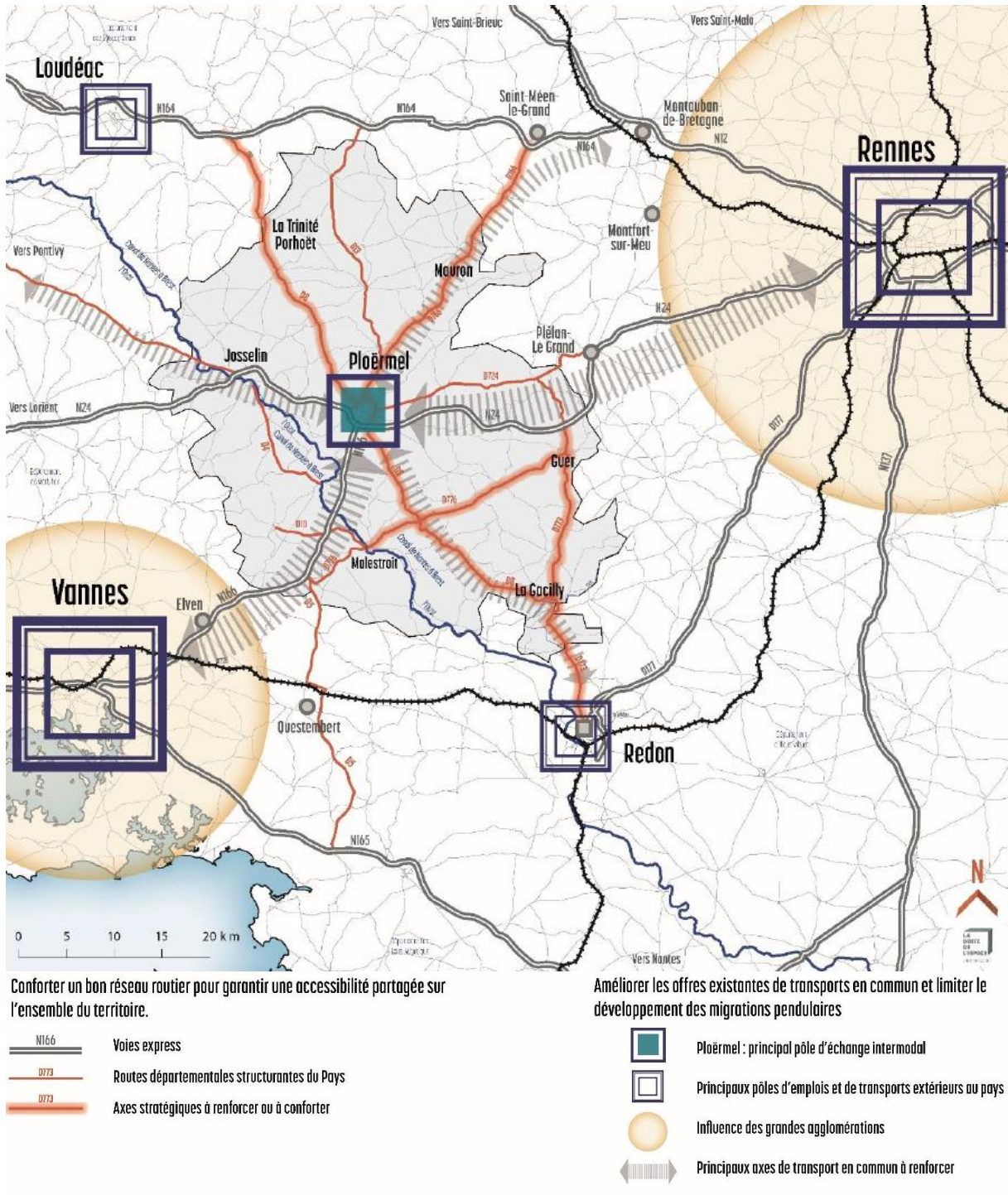


Figure 4 : Carte de positionnement stratégique du Pays de Ploërmel au coeur des axes de développement de la Bretagne

Le site LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE est implanté Sur la partie Nord-est de Ploërmel à proximité de la D724. D'après la carte ci-avant, le site est stratégiquement implanté sur l'axe Ploërmel-Rennes-Redon.

Les différents éléments développés précédemment démontrent que le site Le Ray Transports & Logistique est conforme au SCoT Pays de Ploërmel. En effet, le site est implanté au sein d'une zone industrielle, laquelle fait partie d'un espace à vocation économique. De plus, il est stratégiquement implanté sur l'axe Ploërmel-Rennes-Redon

III. Compatibilité avec les plans de prévention et de gestion des déchets

1. Le plan national de prévention des déchets

La prévention de la production des déchets ne permet pas seulement d'éviter les impacts environnementaux liés au traitement des déchets. Elle permet également, dans de nombreux cas, d'éviter les impacts environnementaux des étapes amont du cycle de vie des produits : extraction des ressources naturelles, production des biens et services, distribution, utilisation. Ces impacts environnementaux sont souvent plus importants que ceux liés à la gestion des déchets en elle-même. Cela fait de la prévention un levier important pour réduire les pressions sur les ressources de nos modes de production et de consommation.

Le plan national de prévention des déchets (PNGD), qui couvre la période 2014-2020, s'inscrit dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets.

Le nouveau PNGD est en cours de consultation, nous baserons donc notre analyse sur le PNGD 2014-2020.

La « prévention » de la production de déchets consiste à réduire la quantité et la nocivité des déchets produits en intervenant à la fois sur leur mode de production et sur leur consommation.

Juridiquement, l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement définit la prévention comme étant : « toutes mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet, lorsque ces mesures concourent à la réduction d'au moins un des items suivants :

- la quantité de déchets générés, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée d'usage des substances, matières ou produits.

Action LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE : les déchets seront triés à la source avant leur évacuation vers les filières de valorisation.

- les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine.

Action LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE : les déchets dangereux possiblement présents feront l'objet de bordereaux de suivi des déchets dangereux.

- la teneur en substances nocives pour l'environnement et la santé humaine dans les substances, matières ou produits.

Action LE RAY TRANSPORTS & LOGISTIQUE : l'utilisation des produits de nettoyage sera raisonnée et limitée.

Le projet est compatible avec le plan national de prévention des déchets.

2. Le plan régional de prévention et de gestion des déchets

Le PRPGD est à présent directement intégré au Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la Bretagne (SRADDET).

IV. Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Bretagne

Le SRADDET remplace les anciens Schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire (ou SRADDT), en précisant comme eux, les orientations fondamentales et horizons temporels du développement soutenable d'un territoire régional et ses principes d'aménagement, mais avec un contenu élargi.

Le SRADDET englobe cinq schémas régionaux existants, élaborés et votés ces dernières années :

- Schéma Régional de Cohérence Écologique (trame verte et bleue),
- Schéma Régional Climat Air Energie,
- Schéma Régional de l'Intermodalité,
- Schéma Régional des Infrastructures et des Transports,
- Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets.

Le SRADDET définit des objectifs et des règles se rapportant à onze domaines obligatoires : des objectifs de moyen et long termes en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets.

Les objectifs du SRADDET sont quantitatifs et/ou qualitatifs et doivent être compatibles avec ceux des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) mais aussi avec les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI). Les objectifs doivent aussi prendre en compte divers projets, orientations et schémas cités à l'article L. 4251-2 du CGCT.

En résumé, le SRADDET doit :

- Respecter les règles générales d'aménagement et d'urbanisme à caractère obligatoire, de même que les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols ;
- Être compatible avec les SDAGEs, ainsi qu'avec les plans de gestion des risques inondations ;
- Prendre en compte les projets d'intérêt général (PIG), une gestion équilibrée de la ressource en eau, les infrastructures et équipements en projet et les activités économiques, les chartes des parcs nationaux et les schémas de développement de massif.

Le SRADDET de la région Bretagne a été adopté par arrêté préfectoral le 16/03/21.

Il s'articule autour de 38 objectifs principaux présentés ci-après :

Objectif 1. Amplifier le rayonnement de la Bretagne.

Objectif 2. Développer des alliances territoriales et assurer la place européenne et internationale de la Bretagne.

Objectif 3. Assurer le meilleur raccordement de la Bretagne au reste du monde.

Objectif 4. Atteindre une multimodalité performante pour le transport de marchandises.

Objectif 5. Accélérer la transition numérique de toute la Bretagne.

Objectif 6. Prioriser le développement des compétences bretonnes sur les domaines des transitions.

Objectif 7. Prioriser le développement de la recherche et de l'enseignement supérieur sur les enjeux des transitions.

Objectif 8. Faire de la mer un levier de développement durable pour l'économie et l'emploi à l'échelle régionale.

Objectif 9. Prioriser le développement des secteurs économiques liés aux transitions pour se positionner en leader sur ces domaines.

Objectif 10. Accélérer la transformation du tourisme breton pour un tourisme durable.

Objectif 11. Faire de la Bretagne la Région par excellence de l'agro-écologie et du « bien manger ».

Objectif 12. Gagner en performance économique par la performance sociale et environnementale des entreprises.

Objectif 13. Accélérer le déploiement de nouveaux modèles économiques.

Objectif 14. Bretagne, région pionnière de l'innovation sociale.

Objectif 15. Mieux intégrer la mobilité dans les projets d'aménagement pour limiter les déplacements contraints.

Objectif 16. Améliorer collectivement l'offre de transports publics.

Objectif 17. Inventer et conforter les mobilités alternatives à la voiture solo et répondre aux besoins de toutes les typologies de territoires.

Objectif 18. Conforter, dynamiser et animer les centralités urbaines, périurbaines et rurales.

Objectif 19. Favoriser une nouvelle occupation des espaces rapprochant activités économiques et lieux de vie et de résidence.

Objectif 20. Transformer/revisiter le développement des mobilités au regard des enjeux climatiques et de la qualité de l'air.

Objectif 21. Améliorer la qualité de l'air intérieur et extérieur.

Objectif 22. Déployer en Bretagne une réelle stratégie d'adaptation au changement climatique.

Objectif 23. Accélérer l'effort breton pour l'atténuation du changement climatique.

Objectif 24. Atteindre le 0 enfouissement puis viser le 0 déchets à l'horizon 2040.

Objectif 25. Tendre vers le « zéro phyto » à horizon 2040.

Objectif 26. Intégrer les enjeux de l'eau dans tous les projets de développement et d'aménagement.

Objectif 27. Accélérer la transition énergétique en Bretagne.

Objectif 28. Stopper la banalisation des paysages et de l'urbanisme en Bretagne.

Objectif 29. Préserver et reconquérir la biodiversité en l'intégrant comme une priorité des projets de développement et d'aménagement.

Objectif 30. Garantir comme une règle prioritaire l'obligation de rechercher l'évitement des nuisances environnementales, avant la réduction puis en dernier lieu la compensation.

Objectif 31. Mettre un terme à la consommation d'espaces agricoles et naturels.

Objectif 32. Conforter une armature territoriale au service d'un double enjeu d'attractivité et de solidarité.

Objectif 33. Favoriser la mixité sociale et la fluidité des parcours individuels et collectifs par le logement.

Objectif 34. Lutter contre la précarité énergétique.

Objectif 35. Favoriser l'égalité des chances entre les territoires.

Objectif 36. Renouveler l'action publique, sa conception et sa mise en œuvre en réponse aux usages réels de nos concitoyen·ne·s.

Objectif 37. Réinventer l'offre de services à la population et son organisation pour garantir l'égalité des chances.

Objectif 38. Garantir l'égalité des droits entre les femmes et les hommes.

L'installation OLMIX répond particulièrement aux objectifs 24 et 26.

Objectif 24. Atteindre le 0 enfouissement puis viser le 0 déchets à l'horizon 2040.

⇒ Le site produit de faibles quantités de déchets. La très grande majorité de ces déchets sont soit recyclables, soit des déchets dangereux.

Les déchets recyclables sont pris en charge par des sociétés spécialisées afin d'assurer la revalorisation ou la réutilisation de ces déchets.

Les déchets dangereux sont également évacués par des sociétés spécialisées. L'exploitant s'assure de la légitimité de ces sociétés par la tenue à jour d'un registre des déchets. Les BSDD sont ensuite conservés.

Objectif 26. Intégrer les enjeux de l'eau dans tous les projets de développement et d'aménagement.

La bonne gestion des eaux pluviales et incendie est décrite au chapitre concernant la conformité au SAGE Vilaine.

Ainsi, le site est conforme au SRADET Bretagne.